



HAL
open science

Michel Petit : témoignage

Michel Petit, Christian Galant, Pierre Cornu, Egizio Valceschini

► **To cite this version:**

Michel Petit, Christian Galant, Pierre Cornu, Egizio Valceschini. Michel Petit : témoignage. *Economistes ruraux*, 21 (1), Edition INRAE, pp.54-77, 2023, Anchorales, 978-2-7380-1454-2. hal-04227231

HAL Id: hal-04227231

<https://hal.inrae.fr/hal-04227231>

Submitted on 24 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Maroc 2009.
© INRAE / Ruffieux

MICHEL PETIT

Le témoignage de Michel Petit est issu de deux entretiens réalisés alors qu'il est retraité de l'enseignement supérieur agronomique. L'un a été mené selon le protocole d'entretien habituel d'Archorales par Christian Galant, le 31 mai 2018, à l'Institut Agronomique Méditerranéen à Montpellier. L'autre avait été réalisé auparavant, en 2012, sans concertation avec la mission Archorales et dans un tout autre contexte, par Pierre Cornu dans le cadre de son travail de recherche¹ sur l'histoire du département Systèmes Agraires et Développement (SAD). L'ensemble du témoignage ainsi réalisé a été complété par écrit par Michel Petit lui-même, parfois sur la base de questions complémentaires posées pour la rédaction d'Archorales par Pierre Cornu et Egizio Valceschini.

VOUS ÊTES NÉ JUSTE AVANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE. POUVEZ-VOUS NOUS PARLER DE CE MOMENT DE VOTRE VIE ?

En effet, je suis né le 4 décembre 1936 à Boissy-l'Aillier (95) où mon père avait une exploitation d'une centaine d'hectares, à proximité d'un camp d'aviation (aujourd'hui encore un aérodrome). Au début de la guerre, en 1940, quand les allemands sont arrivés, bien sûr ils se sont saisis de ce camp d'aviation. Ils l'ont agrandi, et progressivement mon père a perdu l'exploitation des terres prises par le camp d'aviation. Si bien qu'en 1943, il n'avait plus que 15 ha et a dû chercher une autre exploitation agricole. Il en a trouvé

une à Chars, toujours dans le Vexin, à 50 kilomètres de Paris.

Mais auparavant, il y avait eu l'exode en 1940. Je m'en souviens. Ce sont d'ailleurs mes tous premiers souvenirs. J'avais 3 ans et demi. Il est vrai que l'on en a beaucoup parlé ensuite.

Ma sœur et moi sommes allés d'abord, avec une de nos tantes, chez un oncle de mon père dans l'Orne. Mes parents nous ont rejoints en voiture au moment de la débâcle, leurs ouvriers agricoles avec des tracteurs, des chevaux. Ensuite, quand il y a eu une avancée allemande, nous sommes repartis plus au sud dans le Loir-et-Cher dans une exploitation agricole, où nous avons été bien accueillis par des gens que nous ne connaissions pas. Nous avons été rattrapés par l'armée allemande et nous sommes rentrés à Boissy-l'Aillier où tout était saccagé dans la maison. Ensuite mes parents ont forcément eu beaucoup de rapports avec les occupants, puisque mon père faisait des démarches pour essayer de limiter l'empiètement, la perte de ses terres, sans grand succès d'ailleurs.

La gare de Chars où j'étais en 1944, qui était le long de la ligne de chemin de fer entre Paris et Dieppe, a été bombardée



© Policy Center for the New South

Michel Petit en novembre 2014 lors d'une conférence du think tank OCP Policy Center.

¹ Pierre Cornu, La systémique agraire à l'Inra. Histoire d'une dissidence, 2021, Editions Quae, 184 p.



© INRAE / Petit

à maintes reprises. Il y avait beaucoup de trains, beaucoup de trafic. En fait, c'étaient des V1 employés pour bombarder l'Angleterre qui étaient stockés dans des carrières voisine desservies par une ligne secondaire au départ de Chars. L'été 44, nous couchions dans des caves pour être protégés. Oui la guerre, je m'en souviens !

VOUS ÊTES ORIGINAIRE DU MILIEU AGRICOLE. POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE PLUS ?

Nous étions deux enfants, ma sœur et moi. J'ai été très profondément marqué par l'origine agricole de notre famille. Mes deux parents étaient enfants d'agriculteurs. Ma mère était femme au foyer ; elle a avait été scolarisée à Dupanloup à Paris, une école catholique bien connue. Mon père, qui avait été scolarisé à Massillon, une autre école catholique de renom, était un leader professionnel de moyenne importance : président de la Caisse locale de Crédit Agricole, président du Syndicat local. Il était lui-même fils d'agriculteur, son père avait fait Grignon et lui avait sérieusement envisagé de faire l'Agro. A Chars, l'exploitation avait 140 hectares, ce qui était important pour l'époque. Cependant,

seulement 80 ha étaient de bonnes terres de plateau. Le reste était des terres de qualité moyenne, ce qu'on appelle des terres de « groue » ou des « grouettes » dans le langage local, essentiellement à flanc de coteaux, le plateau étant coupé de vallées.

Comme ailleurs dans le Vexin, l'orientation était plutôt vers les grandes cultures : betteraves, et céréales mais il y avait et aussi un troupeau de moutons important (270 brebis de race « Ile de France »). C'était une exploitation totalement en fermage de taille assez conséquente qui impliquait le travail d'une dizaine d'ouvriers permanents et de saisonniers pour les betteraves. Fils « du patron », j'ai très tôt été amené à commander des ouvriers.

La situation de locataire a été importante pour moi parce que j'ai hésité à devenir ou non agriculteur. En revanche, je n'ai pas beaucoup hésité pour savoir que je ferai des études supérieures, car j'étais un bon élève. J'ai eu mon Bac « Maths Elem », comme on disait à l'époque, avec mention et avec un an d'avance. Plusieurs de mes camarades qui étaient bons en maths comme moi sont rentrés à Polytechnique, donc

j'aurais pu envisager cette option. Mais finalement, le fait d'avoir beaucoup travaillé dans la ferme et surtout d'avoir beaucoup discuté avec mon père de ce qu'il faisait et pourquoi il le faisait m'a amené à aller vers des études d'agronomie. En bref, je voulais poursuivre des études supérieures -et d'ailleurs mes parents m'y encourageaient- mais je voulais aussi rester en contact avec le milieu agricole, pour comprendre les pratiques des agriculteurs à la lumière de la science en quelque sorte. Aujourd'hui encore je me définis comme agronome pour cette raison, même si je suis aussi devenu économiste, comme on le verra plus tard.

1) Michel Petit dans les bras de sa mère (Marie-Louise), sous le regard de son père (Roger), en 1937, dans la cour de la ferme « au Boissy », Théméricourt (Val d'Oise).

2) La cour de la ferme Petit « au Boissy » dans les années 1930.

3) Les enfants sur l'âne de la ferme des cousins Duval à Avernes (Val d'Oise) conduit par le père de Michel Petit, qui est assis en dernière position sur l'arrière de l'animal, sa sœur Christiane étant en deuxième position.

4) Troupeau de moutons au « au Boissy », Wadek Skalinski, berger d'origine polonaise, dans les années 1940.



© INRAE / Petit

Michel Petit sur une moissonneuse-lieuse dans le Vexin, dans les années 1940.



© INRAE / Pelt

Michel Petit avec sa classe de CE2 à l'école primaire de Chars (Seine et Oise), au premier rang au centre, en avril 1944.

Une des raisons pour lesquelles je ne suis pas resté agriculteur, c'est que justement mon père était fermier. Il était bien sûr protégé par le statut du fermage, mais il y avait tout de même une toute petite incertitude sur l'avenir de cette exploitation car le propriétaire était un notaire assez retors. Finalement, mon père est resté agriculteur très longtemps, et à sa mort, ma sœur et moi avons repris pendant plusieurs années. Cela a été matériellement possible car ma sœur était mariée avec un agriculteur de la région. J'ai donc été agriculteur au sens où j'ai cotisé à la Mutualité Sociale Agricole mais c'est mon beau-frère qui était l'exploitant de fait. Les terres ont été ensuite reprises par des voisins quand mon beau-frère a arrêté d'être agriculteur.

VOUS AVEZ INTÉGRÉ L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE DE PARIS. POUVEZ-VOUS NOUS DIRE COMMENT VOUS AVEZ VÉCU LA FORMATION AGRONOMIQUE ?

Comme j'étais bon élève, je me suis placé en bon rang au concours d'entrée de l'Agro de Paris en 1955 ; j'avais 18 ans. Je n'ai pas été enthousiasmé par l'enseignement de l'Agro au cours des deux premières années. Je l'ai trouvé trop universaliste. On apprenait toutes les disciplines sans avoir la possibilité de n'en approfondir aucune. C'étaient des cours magistraux et des travaux

pratiques peu stimulants. Il fallait apprendre beaucoup par cœur et je n'aimais pas tellement. Cependant quelques enseignants m'ont marqué, particulièrement René Dumont. Lui ne faisait pas des cours livresques, il nous communiquait son expérience et nous amenait à en discuter, à poser des questions. Il abordait les problèmes économiques de l'agriculture avec lesquels j'étais familier puisque mon père était abonné à la presse syndicale des organisations agricoles et que je la lisais beaucoup. J'avais donc des informations sur la situation économique de l'agriculture en France. Dumont était très intéressant mais je trouvais qu'il n'était pas très rigoureux dans ses raisonnements. C'était un agronome qui nous parlait d'économie sans véritablement avoir une formation économique. Ça a été une source de frustration et c'est une des raisons pour lesquelles j'ai voulu plus tard faire une formation économique approfondie, pour être rigoureux.

ÇA C'EST VOTRE POINT DE VUE MAINTENANT, MAIS À L'ÉPOQUE QU'EST-CE QUE C'ÉTAIT POUR VOUS L'ÉCONOMIE ?

Rétrospectivement, je crois que je n'en avais pas du tout une idée claire. Je suivais bien sûr l'actualité et j'avais donc une connaissance, que je qualifierais aujourd'hui de vulgaire, de l'économie

générale (croissance, chômage, inflation) et de l'économie agricole (notamment, à quel niveau était-il légitime de soutenir les prix agricoles ? J'étais bien sûr très sensibilisé à cette question car le revenu de mes parents en dépendait directement et je voyais bien qu'ils ne roulaient pas sur l'or, même si nous n'étions pas pauvres). Je percevais les critiques de Dumont sur le soutien des prix des grandes cultures comme des attaques. Au début je voulais me (nous) défendre mais je le faisais maladroitement. J'ai alors perçu la faiblesse de ses arguments et j'ai pris un malin plaisir à identifier les failles logiques dans ses raisonnements. Je dirais aujourd'hui que sa culture économique était très faible même s'il avait souvent de très bonnes intuitions. Je me rends compte aussi que je n'avais pas encore développé une vision critique de mon expérience de fils d'agriculteur, comme j'analyse aujourd'hui mon expérience des stages en exploitation agricole au cours de ma scolarité. On devait d'abord faire un stage avant de rentrer à l'école et on devait faire un rapport. J'avais trouvé commode de faire un rapport sur l'exploitation de mon père, que je connaissais bien. Mais je n'ai pas eu une bonne note, ce qui m'a beaucoup choqué mais je pense que les correcteurs ont probablement sanctionné l'absence de toute distance critique. A la fin de la première année d'Agro, on devait aller dans une autre exploitation. Mon père m'a envoyé dans une exploitation agricole typique du Bassin parisien, une belle exploitation du Santerre, dans la Somme, à côté de Roye. Là, j'ai vu le top niveau de l'agriculture du Bassin parisien : betteraves, céréales, plants de pommes de terre, moutons. C'était le même type d'exploitation que celle de mon père mais, à ses yeux et aux miens à ce moment-là, en mieux, en plus grand, et surtout avec uniquement des bonnes terres. Voilà pour ce qui est de mon expérience agricole pendant ma scolarité. Au total, l'agriculture du bassin parisien ne vivait pas une révolution ; sa modernisation avait commencé avant la guerre, elle avait été freinée par les pénuries de machines, de produits phytosanitaires, etc. pendant la guerre et reprenait après ; le progrès technique (nouvelles machines

agricoles, nouvelles variétés) était bien-venu. Ce n'est que bien plus tard que je me suis interrogé sur la pertinence de la révolution fourragère prônée par R. Dumont, par exemple.

QUAND ET DANS QUELLES CIRCONSTANCES ÊTES-VOUS ENTRÉ À L'INRA ?

Le point important, c'est mon orientation en fin de deuxième année d'Agro, en 1957, alors que je suis très incertain sur ce que je dois faire. Je suis assez tenté par l'INRA, d'autant plus qu'il y avait à l'Agro une équipe de zootechnie dynamique, en particulier Jacques Delage et Julien Coléou, qui était en lien avec les chercheurs de l'INRA, Jacques Poly et Raymond Février notamment. Ceux-ci cherchaient à recruter de bons jeunes chercheurs. Je me souviens qu'ils ont emmené plusieurs d'entre nous, dont Claude Béranger Yves. Renou et Roger Rouvier au Haras du Pin pour nous faire découvrir ce qu'était l'INRA. J'ai ainsi découvert une institution qui me plaisait beaucoup ; elle me paraissait dynamique et compétente. Et j'ai failli aller en zootechnie. Mais tout de même, j'avais cette frustration sur l'économie. Et en fin de deuxième année, s'est ouverte la possibilité d'avoir un poste d'ACS (agent contractuel scientifique) dans cette spécialité. Je suis allé voir R. Février et lui a dit : « *C'est chouette l'INRA, ce que vous avez fait pour nous, mais je suis très intéressé par l'économie.* » Il me répond « *Faites l'économie si c'est ce que vous voulez. Mais venez à l'INRA !* »

Cependant, j'étais encore peu sûr de ma vocation de chercheur à ce moment-là. En troisième année, il n'y avait pas de spécialisation économie à l'Agro ; on nous a donc mis dans la section agri-élevage. Ça me convenait très bien parce que l'agriculture m'intéressait, l'élevage, la zootechnie aussi. Et dans cette section, il y avait une sous-section économie sous la direction de Denis Bergmann. Il était à ce moment-là chef de travaux, ce qui est l'équivalent d'un maître assistant aujourd'hui. Il ne s'entendait pas du tout avec le professeur d'économie qui était Pierre Fromont. Ils avaient deux cultures très différentes. Fromont était un professeur traditionnel de la faculté de droit qui

s'investissait peu à l'Agro. D. Bergmann est un Agro qui avait fait un Master aux Etats-Unis, à Cornell, et avait été très marqué par cette rencontre avec le modèle des universités agronomiques américaines (les fameuses Land Grant Universities). C'est pour ça qu'il était devenu enseignant en économie. Il nous a formés. C'est notre premier vrai enseignant en économie, il nous a appris la rigueur de la démarche économique basée sur des fondements théoriques, solidement établis, dont on connaît les tenants, les aboutissants, les limites et qu'on confronte en permanence avec l'observation de la réalité. Pour illustrer cet intérêt de la théorie, on peut prendre l'exemple du coût d'opportunité, un concept fondamental qui n'existe pas dans la culture agronomique et qui pourtant permet de débusquer les erreurs communes de raisonnement sur les coûts de production : pourquoi l'idée de ne pas vendre au-dessous du prix de revient est souvent fautive, par exemple. C'est ma conception actuelle de l'économie : un instrument pour comprendre la réalité. Et c'est Bergmann qui m'y a initié.

VOUS ÊTES TRÈS VITE PARTI EN FORMATION AUX ETATS-UNIS. COMMENT CELA S'EST-IL PASSÉ ?

Cela s'est fait tout à fait par hasard. Un jour, alors que j'étais en troisième année, D. Bergmann me téléphone pour me demander si je voulais aller aux Etats-Unis. Je lui réponds que je n'en savais rien, et lui demande la raison de cette question. Il se trouve que j'avais effectivement eu un désir d'aller aux Etats-Unis, cela reflétait un peu une frustration de mon père qui n'avait pas pu aller en mission aux Etats-Unis, comme un certain nombre de leaders agricoles, alors qu'il aurait aimé y aller. Il n'était pas un notable agricole d'importance suffisante pour y être envoyé dans le cadre des missions de productivité organisées par l'Organisation européenne de coopération économique (OECE). Et moi, j'avais déjà eu la possibilité entre la deuxième et la troisième année d'agro de participer à un voyage aux Etats-Unis suite à un arrangement de la Chambre de commerce de Paris impliquant quelques agros. Donc j'avais passé deux mois aux Etats-Unis

pendant l'été 57. J'étais content de l'avoir fait, mais je n'avais plus le désir d'y retourner.

Nous avons donc eu une longue conversation avec Bergmann. En fait, il y avait des postes pour jeunes chercheurs, a priori pas pour débutants comme moi, dans le cadre de l'OECE. L'INRA pouvait en bénéficier, mais il n'y avait pas beaucoup de jeunes chercheurs en économie, et encore moins qui parlaient à peu près correctement l'anglais. Philippe Mainié, qui était un peu plus ancien que moi, avait été désigné mais il avait loupé l'examen d'anglais. D. Bergmann était donc embêté parce que cette opportunité risquait d'être perdue. Mon anglais n'était pas très bon mais l'été précédent aux Etats-Unis, j'avais appris le vocabulaire agricole, et quand j'ai passé l'examen, je savais dire 'fléole' en américain, ce qui a beaucoup impressionné le gars de l'OECE qui m'interviewait. Je me suis retrouvé étudiant dans un programme « non degree », c'est-à-dire ne cherchant pas à obtenir un diplôme puisque nous étions supposés être des jeunes professionnels.

J'ai été envoyé à Michigan State University, à East Lansing, que je ne connaissais pas du tout. Dans ce programme de l'OECE, nous avons eu d'abord une initiation à l'agriculture américaine : une semaine ou dix jours à Washington. Nous sommes allés à la station de Beltsville et à l'US Department of Agriculture. Pendant les vacances de Thanksgiving, de Noël, de Pâques puis au mois de juin, on nous a fait faire des visites d'exploitations agricoles, d'usines, d'entrepôts, de marchés, etc... Je suis ainsi allé en Floride, à Chicago, à Détroit, en Californie, dans l'Iowa, au Nebraska. Quand les américains font des choses comme ça, ils le font très bien. C'était une très bonne initiation, une belle découverte de l'agriculture américaine. Mais le plus important pour moi a été de découvrir ce qu'étaient une université américaine et une vraie formation économique. En effet, dès le mois de janvier 1959, j'ai été convoqué par Glenn Johnson qui était un professeur réputé, l'« étoile montante » de l'économie de la production en quelque sorte. Il me dit : « *Vous êtes un bon élève, un bon étudiant, mais je vois que vous êtes sur un « Non degree program »,*

Michel Petit, en uniforme de marin d'Elève Officier de Réserve (EOR), à Brest, en octobre 1959.



© INRAE / Petit

ce n'est pas sérieux. Il faut vous inscrire en Master's ». Je lui dis que je suis là pour seulement 9 mois et je n'ai pas le temps de faire une thèse. « Qu'à cela ne tienne, me dit-il, on va s'arranger. Vous allez travailler sur des données de deuxième main, vous n'avez pas le temps de faire des enquêtes, c'est vrai. Vous rédigerez votre thèse après votre séjour à Michigan State ». Donc me voilà inscrit en « Master degree » !

Après cette petite année passée aux Etats-Unis, je reviens en France, très séduit par le modèle américain de l'université agronomique. Je le considère encore aujourd'hui comme le meilleur modèle institutionnel et, dans ma carrière j'ai vu beaucoup d'institutions agronomiques dans le monde ! J'ai appris la rigueur dans la démarche d'un économiste, même si je sais bien qu'en un an je ne suis pas devenu un économiste professionnel. Pourtant, à cette époque, je ne sais toujours pas si je veux continuer dans la recherche.

COMMENT SE PASSE VOTRE RETOUR EN FRANCE ?

Quand je rentre en France, je fais mon service militaire dans la Marine Nationale, de 1959 à 1961, où je suis officier de réserve. J'ai eu la chance d'être

affecté sur un bateau qui apportait un appui aux pêcheurs à la morue, les « terres neuvas ». Nous sommes allés à Terre Neuve mais aussi en mer de Barentz et au Canada. J'ai appris beaucoup sur la mer et ses métiers, un milieu que je ne connaissais pas du tout. Sur le bateau j'étais responsable d'une quinzaine d'hommes, des matelots et des sous-officiers. Ce fut une bonne initiation au commandement. En fait, ça se passait naturellement et dans une bonne ambiance. Nous faisons équipe car nous étions complices dans la rivalité entre les services. J'ai ainsi échappé à la guerre d'Algérie, j'en ai été content, mais s'il avait fallu, j'y serais allé. J'ai fini mon service militaire à Paris, dans les services techniques de l'Aéronavale où j'étais traducteur d'anglais. J'ai vu la période de la révolte des colonels, le putsch en Algérie en 1961. Dans les officiers d'active qui étaient avec moi, il y en avait qui étaient manifestement des sympathisants de Salan et des généraux qui avaient fait le putsch, le « quarteron de généraux » dont parlait le Général De Gaulle. J'ai vu cette culture-là, c'était intéressant.

EN JANVIER 1962, VOUS CHOISISSEZ DE RÉINTÉGRER L'INRA ?

Je reviens chez Bergmann à Paris, en 1962, rue Claude Bernard, où il y avait une petite unité d'économie associée à la chaire d'économie de l'Agro. Ça s'appelait un « laboratoire de Chaire », où il y avait des gens très intéressants : Joseph Le Bihan, Ph. Mainié, Michel Gervais, André Brun...

Il n'y avait pas encore de véritable département d'économie à l'INRA à ce moment-là. Le démarrage de l'économie à l'INRA s'est fait dans des laboratoires de chaire des écoles d'agronomie dans les années cinquante. Il y en avait un à Grignon avec Jean Chombart de Lauwe, un à Rennes avec Louis Malassis, un à Montpellier sous l'autorité de Jules Milhau. Ils étaient tous professeurs sauf à l'Agro où Bergmann ne l'était pas encore. Il avait cependant eu une promotion après ma troisième année à l'Agro, mais il n'était encore que maître de conférences, ce qui correspond maintenant à professeur de 2^{ème} classe.

Dans un premier temps, c'était clair que le recrutement des économistes à l'INRA s'est fait un peu de bric et de broc, en fonction des candidatures. Bergmann n'était pas du tout une dogmatique. Contrairement à ce que beaucoup ont dit, c'était un homme ouvert. Il a recruté des agros et quelques économistes venus de la Fac, notamment Claude Servolin et J. Le Bihan. Au début, Bergmann m'a suggéré de travailler sur l'offre agricole, et mon premier article a porté là-dessus. Il s'agissait d'un exercice en chambre, avec pas beaucoup de concret. Dans le même temps Le Bihan, plein d'enthousiasme, découvrait l'intégration verticale et le développement de l'aviculture en Bretagne. Il m'a entraîné sur le terrain avec lui et j'ai beaucoup appris. Le Bihan était un économiste bien formé. Il avait le don d'interpréter en termes économiques la réalité qu'il observait de près. Il tutoyait tous les gens qu'il rencontrait. Il était copain avec les leaders professionnels. Le développement de l'aviculture à ce moment-là est le fait de petites entreprises (des marchands d'aliments du bétail, des coopératives, des accoueurs) qui se sont développées. Le Bihan connaissait tout le monde et aidait ses interlocuteurs à comprendre l'expérience toute nouvelle qu'ils étaient en train de vivre. Plus tard, j'ai été plus critique vis-à-vis de lui parce que je trouvais qu'il ne publiait pas beaucoup. Mais il avait une structure intellectuelle solide, et justement il utilisait les concepts théoriques pour interpréter une réalité en plein développement. Cette période était fabuleuse !

COMMENT VOUS DÉCIDEZ-VOUS À VOUS À FAIRE UN DOCTORAT AUX ETATS-UNIS ? ET QU'EN AVEZ-VOUS RETIRÉ ?

A l'automne 1961, je me suis inscrit au DES (Diplôme supérieur d'économie) à l'université à Paris alors que je finissais mon service militaire et j'ai fini l'année universitaire après mon entrée à l'INRA en janvier 1962. Je n'étais donc pas un étudiant à plein temps. Il n'y avait qu'une fac de droit et d'économie, au Panthéon. J'ai suivi l'enseignement d'économie traditionnel, assuré bien sûr par des vieux profs. Je n'ai pas du tout été séduit par cet enseignement de l'économie que je trouvais beaucoup



Trois photos prises aux EOR, entre octobre 1959 et mars 1960.

À gauche : sorties en mer sur une Escorteuse Rapide au large de Brest.

À droite : conversation avec les officiers marins d'encadrement, apprendre à se servir d'un sextant, assurer la veille radio.

© INRAE/Petit

trop livresque, trop exclusivement centré sur l'histoire de la pensée économique. Rétrospectivement, je pense que l'histoire de la pensée économique, c'est très important et très utile, et je suis content d'en avoir fait. Mais à ce moment-là, je trouvais que l'enseignement n'était pas assez rigoureux. La rigueur à laquelle j'avais été exposé aux Etats-Unis, je ne l'ai pas eue dans l'enseignement de l'économie en France.

Pendant l'année 62, je me décide finalement à devenir un véritable économiste, convaincu que ce que je veux faire c'est être chercheur en économie agricole. Comme j'avais une offre antérieure de Glenn Johnson que j'avais eu comme professeur lors de mon premier séjour à Michigan State, je lui ai écrit pour lui dire mon souhait de faire un PhD et lui demander s'il avait les moyens de me financer. En effet, je n'étais pas titulaire de l'INRA, j'étais encore ACS à ce moment-là. Donc si je parlais aux Etats-Unis, je n'aurais pas de salaire de l'INRA. Johnson m'a répondu rapidement : « *D'accord, mais comme cette bourse sera prise sur mes crédits de recherche, il faudra faire votre thèse sur un thème sur lequel je travaille* ». Je n'avais pas de préférence pour un thème de recherche particulier, mais ça m'enchantait de travailler avec Glenn Johnson. C'est comme ça que je suis parti à nouveau aux Etats-Unis en janvier 1963 pour faire un doctorat.

J'avais passé les examens du DES et je ne les avais pas eus, mais Glenn Johnson a réussi à me faire valider un certain nombre de crédits, si bien que j'ai pu faire mon doctorat rapidement. Comme

j'ai bien réussi dans les cours que j'ai suivis à Michigan State, j'ai vite passé ce qui s'appelle les 'prelim', c'est-à-dire des examens de synthèse sur les cours suivis et qu'il fallait réussir avant de poursuivre en thèse. Et j'ai commencé à travailler sur ma thèse dès mon arrivée à East Lansing, ce qui explique que j'ai pu donc faire mon doctorat très rapidement. J'ai fini en juillet 1964. Ma thèse porte sur l'offre de céréales fourragères et de viande aux Etats Unis. Elle a été réalisée dans le cadre d'une recherche que menait Glenn Johnson sur les tendances à la surproduction dans l'agriculture américaine. Elle fut pour moi l'occasion d'un apprentissage des méthodes économétriques.

Mon doctorat s'intégrait avec ce que j'avais fait antérieurement, ce qui m'a permis d'avancer vite. Ça aussi été possible grâce à la souplesse américaine et au jugement de Glenn Johnson. J'ai retiré de cette expérience une formation rigoureuse, solide, et j'ai envie de dire, complète en économie. J'étais dans un département d'économie agricole, mais on nous forçait à juste titre à suivre les cours du département d'économie. Donc on était formés comme de vrais économistes. On devait suivre des cours dans cinq champs d'études : la théorie économique et l'économie agricole, qui étaient deux enseignements obligatoires ; et j'ai en outre choisi l'économie de la production d'une part, et statistiques et économétrie de l'autre (deux champs pertinents pour ma thèse). Et pour le 5^{ème} champ, j'ai choisi la monnaie, parce que c'est l'essence même de l'économie, en particulier de la

macroéconomie. On ne peut rien comprendre à la monnaie si on ne se place pas du point de vue global. Et le niveau macroéconomique est crucial pour avoir une vue complète des phénomènes économiques. Certes il y a deux grands niveaux d'analyse, le niveau micro-économique quand on examine les décisions économiques que prennent les agents économiques tels que les agriculteurs par exemple, et le niveau global qui traite de la monnaie, du chômage, du plein emploi, de la croissance économique, de l'accumulation du capital. Mais ce qui est important et que j'ai retenu, c'est qu'on ne peut pas être un bon économiste rural ou agricole si on n'est pas d'abord un bon économiste tout court. Il faut avoir une vision globale des phénomènes économiques. Si ce point de vue est accepté, la pertinence de l'économie rurale ou de l'économie agricole est évidente tout comme celle de l'économie de l'éducation ou de l'économie de la santé. Ceux qui disent que cette branche de l'économie est totalement désuète font une erreur grossière.

VOUS REVENEZ AUSSI DES ETATS-UNIS AVEC DES CONVICTIONS RENFORCÉES SUR LA RIGUEUR DE LA DÉMARCHÉ SCIENTIFIQUE EN ÉCONOMIE ?

Une deuxième grande leçon que j'ai tirée de ma formation est la nécessité de travailler de façon professionnelle, rigoureuse. Il y a tout un tas de disciplines intellectuelles à respecter, en fait les disciplines de la démarche scientifique telle que codifiée par Bachelard pour citer un auteur que je découvrirai

plus tard. D. Bergmann était tout à fait porteur de cette culture. Il était assez exigeant, peut-être de façon un peu trop formelle mais justement son exigence portait sur les formes à respecter dans la vie professionnelle. Du coup, il apparaissait un peu rigide dans son comportement. A mes yeux, cela s'explique principalement parce que c'était surtout un grand timide qui avait surmonté sa timidité et même une tendance au bégaïement.

Bergmann avait acquis cette culture par son éducation et son séjour aux Etats-Unis. Du coup, il a eu pas mal d'incompréhensions avec d'autres, parce qu'il n'aimait pas le caractère un peu débraillé, indiscipliné de certains. Il ne pouvait pas souffrir que les gens ne respectent pas d'horaire, qu'ils viennent au bureau quand ça leur plaisait. Il y a eu des tensions assez vives... Nous sommes maintenant après que je sois revenu des Etats-Unis, en 1964, disons entre 1964 et 68, où il est le patron de la station centrale, qui a déménagé de l'Agro, où les locaux sont devenus trop exigus, dans un ancien hôtel particulier (tout à fait dysfonctionnel !) du XVI^{ème} arrondissement de Paris, rue de Lasteyrie. Il est aussi devenu, en 1964, chef du département d'Economie et de sociologie rurales de l'INRA, créé en 1962 par la direction de l'Inra qui en avait confié la direction à L. Malassis. Beaucoup de malentendus autour de D. Bergmann viennent de ces caractéristiques personnelles que beaucoup ne comprenaient pas, alors que moi je me sentais tout à fait à l'aise avec lui. J'avais été exposé à cette culture aux Etats-Unis. En plus, il y avait aussi bien sûr un côté affectif : il m'aimait bien et moi aussi, je l'aimais bien. Ça facilitait les choses. Mais quand il s'accrochait avec des gens, ça devenait difficile.

REVENU EN FRANCE, POURQUOI ET COMMENT PASSER VOUS D'UNE MÉTHODE ÉCONOMÉTRIQUE À LA PROGRAMMATION LINÉAIRE ?

Ma thèse aux Etats-Unis avait porté aussi sur l'offre et j'avais travaillé avec les données statistiques américaines. A mon retour, il était naturel que je continue de m'intéresser à l'offre. Revenu en France en 1964, j'ai suivi les conseils de D. Bergmann qui me

suggérait d'analyser les conditions du désajustement de l'offre agricole aux conditions de la demande. On s'interrogeait alors sur les causes des surplus de céréales et de lait face à un déficit en viande. Mais manifestement, je ne pouvais pas utiliser les mêmes méthodes que dans ma thèse. Mon modèle économétrique reposait sur des séries statistiques chronologiques, qui n'existaient tout simplement pas en France où les données statistiques agricoles étaient alors très peu fiables. Il n'était donc pas possible d'employer les méthodes économétriques que je venais d'apprendre aux Etats Unis. Le premier recensement général de l'agriculture en France date seulement de 1955. Mais de toute façon, un recensement nous donne une vision à un moment donné, ce n'est pas une série statistique. Il n'y avait pas de série chronologique. Donc la méthode n'était pas jouable.

Je décidais donc d'utiliser une approche microéconomique, à base d'enquêtes auprès d'échantillons d'agriculteurs et de modélisations, construites pour simuler le comportement de ces agriculteurs. Il se trouve que nous avions, pendant un an, rue de Lasteyrie un visiteur américain qui venait de l'université de Wisconsin, avec lequel tout naturellement Bergmann m'a suggéré de travailler. Il s'appelait Gustav Peterson. Il avait déjà utilisé la programmation linéaire. A l'INRA, P. Mainié avait été le pionnier dans l'utilisation de la programmation linéaire dès 1962. Avec Peterson nous avons élaboré une nouvelle méthode dans laquelle on faisait d'abord des enquêtes auprès d'un échantillon d'agriculteurs dans des petites régions agricoles pour bien comprendre leurs situations économiques et ensuite, on modélisait les décisions de ces agriculteurs en utilisant la programmation linéaire comme outil simulant leurs décisions. C'est avec cette méthode que j'ai pu continuer à travailler sur l'offre. Avec mon équipe, nous avons travaillé là-dessus pendant une dizaine d'années avec cet outil. J'ai en effet fait équipe avec plusieurs jeunes chercheurs, notamment Pierre Albert et Jean-Baptiste Viallon dès 1964 puis, Xavier Bagot et Jacques Brossier, pour étudier les déterminants de l'offre de

viande bovine dans quelques petites régions choisies pour représenter une gamme assez vaste de systèmes de production.

COMMENT, CONCRÈTEMENT, ANALYSEZ-VOUS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ?

A ce moment-là, on modélisait les décisions des agriculteurs en se basant sur des coefficients techniques : par exemple, pour produire du blé, on va pouvoir obtenir 40 ou 50 quintaux de blé sur un hectare, et on mettra 100 unités d'azote, ça prendra tant d'unités de travail pendant le mois d'octobre au moment des semailles, etc. Et on représentait à la fois le processus de production agricole et les décisions des agriculteurs de cette façon-là. Pour traiter les données quantitatives, on travaillait avec des cartes perforées et on faisait tourner les programmes sur des ordinateurs. Il n'y avait pas d'ordinateur à l'INRA, on allait chez IBM avec notre paquet de cartes. L'essentiel du travail consistait ensuite à faire ce que nous appelions l'étalonnage des modèles, c'est-à-dire comparer les résultats du modèle avec la réalité observée.

C'est cette méthode que nous avons utilisée avec mon collègue Jean-Marc Bousard qui avait des contacts avec la Société du Canal de Provence et qui m'a offert de collaborer avec lui. On a travaillé ensemble pour éclairer les décisions de la Société du Canal de Provence concernant le prix auquel faire payer l'eau aux agriculteurs. Pour vous donner un exemple, nous modélisions une exploitation agricole de 15 ha dans laquelle on cherchait quel était l'assolement qui produirait le maximum de revenus pour l'agriculteur. Dans le premier résultat il y avait 13 ha de tomates. On savait bien que 13 ha de tomates sur 15 ha, c'était impossible. Et quand on est allé discuter avec les agronomes de la Société du Canal de Provence, ils ont levé les bras au ciel en disant « *Votre modèle ne va pas du tout !* », et on rétorquait « *Oui, mais on ne nous avait pas dit toutes les contraintes. Discutons pourquoi on ne peut pas faire 13 ha de tomates. On ne prétend pas du tout qu'il faut faire 13 ha de tomates, mais pourquoi notre modèle*

trouve-t-il 13 ha alors que ce n'est pas raisonnable ». Du coup, c'est ça, l'éta-lonnage. En procédant ainsi, on comprend mieux pourquoi les agriculteurs font ce qu'ils font. C'était notre problématique. C'est là-dessus que j'ai travaillé pendant un certain nombre d'années.

RÉTROSPECTIVEMENT, QUEL EST VOTRE POINT DE VUE SUR CETTE UTILISATION DES MATHÉMATIQUES EN ÉCONOMIE AGRICOLE ?

Il faut d'abord clarifier la terminologie : les mathématiques sont en premier lieu un langage, permettant une expression rigoureuse de la théorie. Elles ont été introduites en économie au 19^e siècle et ont permis par exemple la formalisation de la théorie du monopole et l'introduction du concept d'équilibre général, deux composantes importantes de la théorie économique aujourd'hui. Il s'agit d'un langage abstrait, qui amène forcément à simplifier la complexité des réalités sociales. C'est très utile la démarche d'abstraction, parce que ça permet la rigueur, ça permet le raisonnement, mais quand on oublie qu'on a fait des simplifications, ça devient embêtant dans les interprétations. De fait, je suis critique sur l'état de l'économie aujourd'hui, parce qu'il y a eu une dérive vers la formalisation. C'est ce qui se passe en particulier, dans ce qu'on appelle le « mainstream ». Les économistes tendent alors à ignorer la réalité sociale complexe dont ils ont fait abstraction.

L'économétrie relève du test des hypothèses. On cherche à confronter un modèle théorique, exprimé en termes quantitatifs, à la réalité, plus exactement à des données quantitatives observées. Il s'agit le plus souvent de données statistiques. C'est ce que j'ai fait dans ma thèse sur la base de séries chronologiques disponibles sur l'agriculture américaine. Je pense que l'économétrie peut être très utile de cette façon-là. Cependant, je ne l'ai pas utilisée dans le reste de mes travaux, d'abord faute de données statistiques appropriées puis ensuite parce que j'ai préféré travailler à des niveaux beaucoup plus fins que ceux pour lesquels des données statistiques sont disponibles.

Quant à la programmation linéaire, elle appartient à une troisième catégorie

14^{ème} Conférence internationale des économistes agricoles « Policies, Planning and Management for Agricultural Development » à Minsk (URSS/Bielorusse), du 23 août au 2 septembre 1970.



Michel Petit participe au groupe de discussion 4 « Farm Management & Production Economics in Industrial Economies » (au premier rang, en partant de la droite).



Denis Bergmann participe au groupe de discussion 12 « Land Tenure Problems » (au troisième rang, au centre de la photo).

Les deux photos sont publiées dans les Proceedings de la conférence, en 1971, par Oxford Institute of Agrarian Affairs for International Association of Agricultural Economists.

d'outil mathématique permettant de rechercher un maximum dans des conditions bien précises. C'est donc d'abord un outil de la recherche opérationnelle. Nous l'avons utilisée comme outil de simulation. Comme pour tous les outils, il faut évidemment bien maîtriser les conditions d'une bonne utilisation. C'est ce que nous avons fait, j'espère, quand nous l'avons employée.

AVEC VOTRE FORMATION UNIVERSITAIRE AMÉRICAINE ET VOTRE THÈSE, VOUS AVEZ LE SENTIMENT D'ÊTRE UN AGRONOME QUI A RÉUSSI, COMME VOUS LE SOUHAITIEZ, À DEVENIR ÉCONOMISTE ?

Envisageons ce qu'est le bilan de l'économie à l'INRA en 1968, juste avant mon départ formel de l'INRA, près de dix ans après la création du département d'Économie et de Sociologie Rurales. Celui-ci a progressivement beaucoup recruté. Qui sont les jeunes pousses prometteuses ? Quels sont ceux qui passent chargés de recherche finalement à ce moment-là ? Il y a à mes yeux beaucoup de gens de qualité qui passent, mais il n'y en pas beaucoup qui ont une thèse. L'INRA s'appuie sur ce qui existe, donc sur des équipes d'enseignants dans les écoles d'agronomie,

comme je l'ai déjà dit, mais encourage la liaison avec l'université. Et nous sommes tous encouragés à faire des études d'économie. Le passage de la thèse n'est pas indispensable pour monter les échelons scientifiques de l'INRA, mais on est à coup sûr dans une phase de professionnalisation et la conviction de la nécessité d'acquérir une vraie culture scientifique en économie est très largement partagée. Ce sont des agronomes qui doivent devenir des économistes, et ça, c'est clairement le message que j'ai reçu. Cependant, avant 1968 en France, le modèle est la thèse d'État, un exercice un exercice qui paraît très formel et trop académique. Ce n'est pas la thèse moderne qui a été copiée sur le PhD. Mais pour moi la thèse de PhD a été décisive. Il est certain que je ne serais pas passé professeur à 31 ans si je n'avais pas fait un PhD. J'étais alors reconnu comme faisant partie de la profession. Et de fait, j'avais beaucoup de contacts par mes anciens professeurs, j'étais dans le réseau professionnel américain. Aux États-Unis, il y avait et il y a encore toute une profession qui est organisée et reconnue alors que cela n'existait pas vraiment en France, malgré la SFER qui est devenue aujourd'hui une instance professionnelle reconnue. Ce réseau a été à la base de l'organisation

internationale de la profession, et il est clair que j'étais l'un des jeunes membres de cette profession, prometteur, reconnu, mais pas établi bien évidemment, j'étais chargé de recherche. Je ne suis pas un notable à ce moment-là, mais j'étais un futur notable, c'est évident.

COMMENT AVEZ-VOUS ÉTÉ AMENÉ À COLLABORER AVEC DES ZOOTECHNICIENS ?

Très tôt dans les années 60, on a eu des injonctions de la direction de l'INRA pour travailler avec les zootechniciens, en particulier ceux qui travaillaient sur l'élevage bovin à viande. L'idée était d'élargir notre problématique et d'analyser dans quelles conditions économiques les solutions techniques qu'ils pouvaient imaginer et peut-être mettre au point étaient susceptibles d'être acceptées par les agriculteurs. C'est comme ça que j'ai fait équipe avec mon ancien camarade de promotion, Claude Béranger. Très vite, les zootechniciens ont compris qu'ils pouvaient se servir de cet outil. Eux, ce qui les intéressait, ce n'était pas tellement de comprendre les décisions des agriculteurs, ce qui était notre rôle, mais c'était de tester l'intérêt économique de leurs techniques : par exemple, on sait que l'on peut produire de la viande avec des taurillons, voilà les caractéristiques du processus de production telles qu'on vient de les expérimenter, est-ce que ça présente un intérêt économique ou pas pour des agriculteurs ? On s'est posé cette question pour les agriculteurs du Bassin parisien : comprendre pourquoi

ils ne produisaient pas de viande alors qu'il y avait des raisons de croire que ça aurait pu marcher. C'est comme ça qu'on a développé cette collaboration avec les zootechniciens, et cela est apparu suffisamment prometteur à Robert Jarrige qui était le patron de Béranger, pour recruter un ingénieur économiste. Ça été Gilbert Liénard, qui était alors directeur du Centre de gestion du Puy-de-Dôme. Il se trouve que c'est lui qui dans les premiers travaux que nous avons faits sur l'offre de viande dans différentes régions nous avait orienté vers les Combrailles.

R. Jarrige a voulu absolument avoir sous la main G. Liénard, aussi celui-ci n'a pas été placé dans une unité du département d'économie, mais dans le département d'élevage, pour vraiment travailler avec les zootechniciens et répondre aux questions qu'ils se posaient. Bien sûr, comme nos collègues zootechniciens étaient des chercheurs sérieux, il n'était pas question de poster un économiste tout seul perdu dans l'élevage. Il a donc été mis dans un premier temps sous ma tutelle scientifique. Très vite, le mot tutelle est devenu inapproprié, parce que G. Liénard est un homme absolument exceptionnel : il avait très bien compris ce que nous pouvions faire ensemble et nous sommes devenus des partenaires. Pendant très longtemps, on a fait de nombreux voyages, et lui en particulier, entre Dijon et Clermont-Ferrand. Je m'en souviens bien car les communications n'étaient pas commodes. La collaboration s'est poursuivie avec lui pendant plus de dix ans. Et la

collaboration avec les zootechniciens s'est prolongée au moins jusqu'en 1974 ou 1975. Au total, je crois que nous avons bien éclairé les questions posées et notamment expliqué pourquoi le développement de la production de viande dans les régions de grande culture, dont il était beaucoup question à la fin des années 60, était très peu probable.

COMMENT LA COLLABORATION AVEC LES ZOOTECHNICIENS VOUS A-T-ELLE CONDUIT À LA PROBLÉMATIQUE DE L'ADOPTION DU PROGRÈS TECHNIQUES PAR LES AGRICULTEURS ?

Dans le travail avec les zootechniciens, mais aussi un peu avec les agronomes (j'ai commencé à créer des liens à ce moment-là avec Jean-Pierre Deffontaines), il y avait une question dans nos modèles qui était toujours sous-jacente : on prenait les coefficients techniques de nos modèles comme des données. C'étaient nos collègues des autres disciplines qui nous disaient ce qu'il était possible de faire. Du coup, on n'avait rien sur le changement technique. S'il y avait un changement technique, il était exogène. Ce n'était pas satisfaisant dans nos étalonnages parce qu'on voyait bien que dans beaucoup de cas, les agriculteurs – surtout avec les techniques modernes à l'époque, des taurillons de viande bovine – n'adoptaient pas les techniques et les choix recommandés par la recherche technique. Pourquoi ? D'où cette amorce, vers 1967, d'un travail sur le progrès fourrager. René Dumont avait parlé de la nécessaire révolution fourragère quelques années auparavant, et on constatait que la révolution fourragère ne se faisait pas. Pourquoi ? C'était la question que nous nous sommes posée. On a amorcé une collaboration avec les agronomes là-dessus en allant travailler en Lorraine dans le voisinage du domaine de Mirecourt qui était sous la responsabilité scientifique du SEI (Service d'expérimentation et d'information) dirigé par Jean Rebuschung. Nous avons vite compris qu'il y avait peu de rapports entre ce domaine et les agriculteurs de la région. Après des enquêtes auprès d'agriculteurs, nous avons tenté de bâtir un modèle de simulation très détaillé pour rendre compte des décisions au jour le

Début du chantier de construction des bâtiments du Centre Inra de Dijon. En arrière-plan, plein centre de la photo, le bâtiment dédié à l'agronomie, premier à sortir de terre sur le site de Dijon-Sully, en 1962.





À gauche : les locaux des services d'appui à la recherche de l'Inra sont construits vers 1967-68. Un étage est ajouté en 1994. Journée « Porte ouverte » à Dijon, 7 mars 1970. Source : *Bulletin de l'Inra*, n° 57, avril 1970, p. 8.

Couverture du *Bulletin de l'Inra*, n° 35, janvier 1968.

jour d'un éleveur confronté à la gestion d'un pâturage rationné de prairies temporaires, solution technique conforme aux meilleurs canons des recommandations de la vulgarisation agricole à cette époque. En effet, l'agriculteur doit décider s'il met des vaches dans telle parcelle ou telle autre, s'il fauche un pâturage, s'il met des clôtures électriques. Il s'agit d'un problème de décision extraordinairement complexe. Et nous voilà partis à essayer de modéliser ça au jour le jour, essayant de reproduire les variations journalières de la production laitière en fonction de la quantité d'herbe ingérée et de sa qualité, etc. Nous avons constitué une équipe de grande qualité, incluant Pierre-Louis Osty, agronome de l'équipe de J.-P. Deffontaines, Joseph Bonnemaire, zootechnicien venant d'être recruté à l'ENSSA de Dijon où j'avais été nommé professeur d'économie, et Claude Millier, jeune biométricien venu de la recherche forestière qui avait été récemment rattachée à l'INRA. Tous ont fait ensuite une brillante carrière.

Pourtant, cet exercice de modélisation très fine, véritablement interdisciplinaire, a été un échec. Il était trop ambitieux ; la réalité que nous cherchions à appréhender était trop complexe et nous n'avons jamais rien publié là-dessus. Ce qui est scandaleux selon les normes d'aujourd'hui. Manifestement nous n'étions pas sous pression et un peu insouciant. Malgré cet échec, ce travail a été très fondateur, parce que surtout les plus jeunes, P.-L. Osty, J. Bonnemaire et C. Millier y ont passé beaucoup de temps et nous avons compris la complexité des décisions des agriculteurs, ce qui a été essentiel pour la suite.

A PARTIR DE 1968, VOUS CONSTITUEZ À DIJON UNE ÉQUIPE D'ÉCONOMISTES POUR LE MOINS DIVERSE ?

A cette époque-là, en 1968, j'arrive comme professeur d'économie à Dijon. Il y a une école d'agronomie récemment créée, l'École nationale supérieure des sciences agronomiques appliquées (ENSSAA) qui forme le corps des

Ingénieurs d'Agronomie, lequel a été constitué peu de temps avant, par la réforme de 1966, réforme des services extérieurs du ministère de l'agriculture au moment où on abolit le corps des services agricoles suite à la réforme de la vulgarisation. On passe la vulgarisation qui s'appelle développement agricole aux Chambres d'Agriculture. On fusionne le corps du Génie Rural avec celui des Eaux et Forêts, et on crée le corps d'Agronomie. Le corps d'Agronomie a pour mission principale à ce moment-là (fin des années 60, début des années 70) la formation des hommes, donc un enjeu très lourd et très important impliquant les lycées agricoles, l'enseignement technique agricole, et aussi le soutien à la formation des adultes, en particulier celle des agriculteurs. Ce corps d'Agronomie reste un corps d'ingénieurs du ministère de l'agriculture, un corps de rang A, officiellement de même rang que le Génie Rural et les Eaux et Forêts même si dans la réalité il y a une hiérarchie claire entre les deux. La mission centrée



Site de Dijon Sully, au second plan à droite, le bâtiment dédié à l'agronomie, et, construit en 1966 le bâtiment Mendel (second plan à gauche).

sur la formation des hommes au sens large du terme est très noble, mais il doit chercher sa voie. Pour lui donner un peu plus d'assise, des lettres de noblesse en quelque sorte, on crée une école d'application qui est installée à Dijon en 1967.

Des postes nouveaux d'enseignants sont créés, et j'y vois pour moi et mon équipe une opportunité magnifique de promotions personnelles et de création de quelque chose de nouveau. A cette époque l'INRA est dans une phase de décentralisation car il subit de fortes pressions pour sortir de la région parisienne. Je suis donc allé voir mon inspecteur général, R. Février, que je connaissais depuis longtemps. Je lui dis « Est-ce que vous êtes prêt à ouvrir un nouveau labo, une nouvelle unité de l'INRA d'économie à Dijon ? » Banco ! Du coup, nous colonisons la Chaire et on a établi à Dijon une nouvelle station, un labo au début, d'économie agricole où il n'y avait rien avant.

Mes deux équipiers de la rue de Lasteyrie, P. Albert et J.-B. Viallon sont passés Maîtres de Conférence. Nous avons pu ensuite recruter Jean-François Soufflet, Pierre de la Vaissière et Luc Thiébault sur des postes d'enseignants. J'avais convaincu A. Brun, mon camarade de promotion, de se joindre à nous pour créer une unité nouvelle intégrant étroitement enseignement supérieur et recherche. Au titre de l'INRA, nous recrutons trois jeunes Agros de Paris, « jeunes soixante-huitards » : Jean Cavailles est ACS et nous avons pu rapidement recruter deux de ses camarades, Denis Barthélémy et Michel Blanc sur des postes temporaires ;

J. Brossier est venu nous rejoindre après son service national. Au total nous avons donc rapidement atteint une masse critique suffisante.

L'ambiance intellectuelle était dynamique, d'autant plus que nos trois soixante-huitards ont rapidement choisi de se situer dans un cadre d'analyse marxiste, ce qui a provoqué des débats vifs et passionnants car nous avons eu la chance de pouvoir garder des relations personnelles tout à fait cordiales. J'ai même publié un papier plusieurs années plus tard sur l'intérêt qu'il y avait à enseigner l'économie marxiste. Je continue de le penser d'ailleurs. Quoi qu'il en soit, il est vrai que travaillant sur les décisions des agriculteurs, nous étions obligés de nous situer en opposition au point de vue marxiste. Qui dit décision des agriculteurs suppose qu'ils ont un pouvoir de décision donc un minimum d'autonomie. Et si tu es marxiste, tu penses que les agriculteurs sont entièrement déterminés par les forces sociales, les rapports sociaux, les rapports de production. Alors que pour nous, c'était clair : même s'il y a déterminisme social, cette influence des conditions sociales passe évidemment par des décisions que prennent les agriculteurs.

REVENONS À VOS RECHERCHES SUR LES DÉCISIONS DES AGRICULTEURS.

Avec la même équipe d'agronomes et de zootechniciens dont nous avons déjà parlé, nous avons continué de beaucoup travailler sur les conditions d'adoption des techniques. Une enquête auprès d'un échantillon d'agriculteurs dans la région de Rambervillers dans les

Vosges, nous a fait beaucoup progresser, grâce en particulier à P.L. Osty, dans la compréhension de ce que nous avons appelé les projets des agriculteurs. Il s'agit d'une perspective dynamique tournée vers l'avenir alors que la programmation linéaire nous donnait une vision statique : par exemple, combien d'hectares de tomates peut produire un agriculteur pour maximiser son revenu ? Tandis que le projet permettait de prendre en compte de nouvelles questions : qu'est-ce qui détermine la succession des enfants ? Et quelles conséquences pour la conduite de l'exploitation ? Pour les décisions d'investissement et les décisions d'agrandissement ? Nous sommes d'ailleurs retournés auprès des exploitations de Rambervillers quelques années plus tard et nous avons vu que nos hypothèses formulées dix ans plus tôt se révélaient très utiles pour comprendre ce qui s'était passé. Ce qu'on a vu lors de ce retour était tout à fait cohérent avec les hypothèses que nous avions formulées auparavant. Certes nous n'avions pas alors cherché à prévoir. Je dirais qu'on avait compris les dynamiques, mais sans vraiment faire de prospective. Ensuite, quelques années plus tard, nous avons changé d'échelle et nous sommes intéressés aux paysages. Avant d'en parler, je pense qu'il serait bon d'évoquer les liens que nous avons noués avec l'enseignement technique agricole sur la base de nos travaux au niveau de l'exploitation agricole.

POUVEZ-VOUS NOUS PARLER DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE DES ÉTUDIANTS AUXQUELS VOUS AVEZ EU AFFAIRES ET À VOTRE COMPRÉHENSION DE LA RATIONALITÉ DES AGRICULTEURS ?

Quand j'arrive à Dijon, je dois bien sûr décider avec mon équipe quelle formation économique est appropriée pour ces ingénieurs d'agronomie qui vont devenir des enseignants ou des cadres de l'enseignement agricole. Et pour nous qui nous occupons de la production, la formation économique des agriculteurs est évidemment importante. Et ce sont nos anciens élèves qui commencent à l'assurer.

Or les programmes des lycées agricoles sont épouvantables ! D'abord on



Vue panoramique du complexe ENSSAA, INRAP et INPSA. Dijon, années 1960.



Le centre Inra de Dijon à la toute fin des années 1960. Au centre de la photo, immédiatement après les bâtiments, on distingue les serres, toujours utilisées aujourd'hui et désormais flanquées de la plateforme de phénotypage à haut débit 4PMI.

enseigne les disciplines agronomiques séparément les unes des autres. A juste titre, la formation générale ne doit pas être négligée, d'où justement le choix nouveau du mot lycée dans la loi récente sur l'enseignement agricole (elle date de 1960). Il faut que les élèves fassent du français, de l'histoire, de la géographie, des maths, de la physique, de la chimie, de la biologie et qu'ils soient de niveau dans ces disciplines de l'enseignement général. Ils doivent en plus apprendre de l'agronomie, de la zootechnie, de l'économie. Il en résulte des horaires complètement fous : 35-38 heures de cours par semaine ! Or, ces jeunes ont le plus souvent du mal à suivre l'enseignement général. Certes il y en a qui sont là parce qu'ils sont fils d'agriculteur et qu'ils veulent reprendre une exploitation agricole, mais ceux-là non plus ne mettent pas beaucoup l'accent sur l'excellence académique. Quant au contenu des disciplines techniques, il est totalement encyclopédique. Pour l'économie, la matière principale est la comptabilité.

Du coup, forcément je rentre dans une immense bagarre avec ce contenu de l'enseignement, d'autant plus qu'à Dijon il y a aussi deux autres institutions qui ont été créées en même temps que l'ENSSAA : l'INRAP (l'Institut national de recherche et d'application pédagogique) qui doit être l'institution penseur de la pédagogie de l'enseignement

agricole, et une autre institution très originale l'INPSA (Institut National de Promotion Sociale Agricole) une institution très originale dédiée principalement à la formation d'adultes. Tout cela constitue un lieu très stimulant de bouillonnements, de débats, de controverses. Du coup, progressivement, je m'investis de plus en plus à la fois dans les recherches et les débats sur les décisions des agriculteurs, sur leur attitude vis-à-vis du progrès technique. J'en viens à dire « *Les agriculteurs ont de bonnes raisons de faire ce qu'ils font. Si on a l'impression que ce sont des traditionalistes retardataires, c'est qu'on n'a pas bien compris les caractéristiques de leurs situations* ». Et ce cheminement intellectuel est très influencé par le contexte institutionnel dans laquelle je travaille et ma mission de professeur.

Progressivement les limites et les carences des programmes d'enseignement sont apparues évidentes. Cette prise de conscience a été facilitée par mes anciens élèves qui, de plus en plus nombreux, enseignaient dans les lycées. Souvent, bien que débutants ou presque, c'est à eux que l'on confiait l'encadrement des classes de techniciens supérieurs, tout particulièrement ceux de la spécialité TAGE (Techniques agricoles et gestion d'exploitation), où beaucoup des futurs agriculteurs étaient formés. Et il fallait bien que le système scolaire soit adapté aux besoins de ces

gens-là, où l'on trouvait beaucoup de fils de notables agricoles. Le ministère de l'agriculture (la direction de l'enseignement en particulier) était bien entendu sensible. Entre un enseignement encyclopédique qui n'avait aucun sens, et des pistes qui manifestement en avaient et qui séduisaient les élèves, le choix n'était pas compliqué. C'est nous qui avons gagné sans grande difficulté.

Mais le relai important, à partir du début des années 1970, ont été les jeunes ingénieurs d'agronomie et j'en viens à Eric Marshall. C'était un de mes anciens élèves dont le mémoire de fin d'études avait été encadré par J. Brossier. Juste après son service militaire il a été enseignant au lycée de Château-Salins en Moselle où il enseignait justement en TAGE. Son directeur, nommé peu après à la direction de l'INRAP à Dijon, a bien vu qu'il ne pouvait pas continuer avec des défenseurs des programmes existants, ceux que je pourfendais. Il est donc allé chercher des jeunes, dont E. Marshall qu'il avait apprécié à Château Salins, pour incarner le renouveau en quelque sorte. Et là, E. Marshall a joué un rôle crucial d'impulsion des réformes grâce à sa personnalité chaleureuse de leader naturel, son engagement et sa perspicacité. Il a fait équipe avec deux autres ingénieurs d'agronomie de l'INRAP : Roland Jussiau, zootechnicien formé à Dijon, et Jean-Régis

Lors d'un voyage d'études dans les Alpes autrichiennes, en 1978, Michel Petit et André Brun en étape au bord du Danube.



© INRAE

Bonneville, agronome ancien élève de Michel Sebillotte à l'Agro à Paris. Ils ont notamment formalisé une approche pédagogique novatrice, centrée sur « l'approche globale de l'exploitation agricole » et fondée sur une synthèse des apports scientifiques de notre équipe de recherche et de celle de M. Sebillotte. Ils ont su mobiliser les chercheurs, en particulier en demandant à J.H. Teissier de formaliser son analyse des pratiques agricoles (une démarche originale inspirée de l'anthropologie permettant un renouvellement profond des rapports à la technique). De même, ils m'ont demandé un papier conceptuel sur l'approche globale sur lequel ils se sont ensuite appuyés. Je suis absolument convaincu qu'ils ont ainsi

joué un rôle crucial dans la rénovation de l'enseignement dans les lycées agricoles. Si les lycées agricoles aujourd'hui constituent un point un peu brillant dans notre paysage éducatif national, c'est largement à cause de ça. Je suis bien sûr très fier d'avoir contribué à ce succès même si ce n'est pas moi qui ai joué le rôle le plus important.

QUELS SONT, D'APRÈS VOUS, LES RÉFÉRENTS INTELLECTUELS OU IDÉOLOGIQUES, QUI NOURRISSENT VOS APPROCHES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE ?

Concernant les référents idéologiques, il est clair que la plupart des personnes clés dans notre cheminement intellectuel (J.-P. Deffontaines, J. Brossier,

Jean-Henri Teissier, P.-L. Osty, J. Bonne-maire et moi) sommes marquées par nos liens avec l'Église catholique, même si celui-ci n'est pas le même pour tous et que pour chacun il a beaucoup évolué dans le temps. Nous avons fait nos études secondaires dans des établissements catholiques et plusieurs collègues ont préparé l'Agro à Saint-Geneviève à Versailles, chez les Jésuites. En outre, la plupart de tous ceux que je viens de citer sont fils d'agriculteurs ou au moins originaires des zones rurales. Donc c'est sûr qu'il y a bien un terreau commun dans tout ça. Quant au mot « familial » dans l'exploitation familiale, il n'apparaît pas dans nos publications après notre recherche et notre projet à Rambervilliers. Ce n'est pas nous qui avons les premiers employé cette expression. J'ai d'ailleurs un souvenir très précis à ce sujet : nous avons fait une présentation de nos résultats dans les Vosges, et le journal local (peut-être le *Républicain Lorrain*) avait une page sur notre travail ; et c'est le journaliste qui a employé l'expression « système d'exploitation familiale ». Il avait raison, nous avons alors employé le mot.

A propos du concept de « bonnes raisons », il n'y a pas de filiation avec la sociologie de Raymond Boudon pour répondre, mais il est clair que l'individualisme méthodologique prôné



© INRAE

Voyage d'études en Autriche, en 1978, de l'équipe Inra/ENSSAA travaillant dans les Vosges, ici à la découverte d'une autre agriculture de montagne en Europe. En partant de la droite, André Brun, Michel Petit, Jean-Pierre Deffontaines, Yves Houdard, Camille Raichon et Bernard Janin.



par Boudon en sociologie se rapproche beaucoup des approches micro-économiques en économie. C'est moi, je m'en souviens très bien, qui avais utilisé cette expression : « les agriculteurs ont de bonnes raisons de faire ce qu'ils font » dans une assemblée générale de la FNCETA. Il s'agit d'un bon slogan qui a été largement repris ensuite.

Quant aux références intellectuelles, la plus importante pour moi a été la théorie économique de la production que j'ai apprise de Glenn Johnson. Il en a présenté la forme la plus élaborée à mes yeux. Je regrette d'ailleurs que sa contribution ne bénéficie pas, même au sein des économistes agricoles américains, de la reconnaissance qu'elle mériterait. En résumant, on peut dire qu'il s'agit d'une élaboration et d'une formalisation théorique des règles empiriques de la gestion des exploitations agricoles élaborées aux Etats-Unis au début du 20^e siècle, sous le nom de « farm management », les concepts économiques clés étant les concepts de coûts (coût moyen, coût marginal, coût d'opportunité) et de productivité. Les apports principaux de Glenn Johnson ont été : 1) l'enrichissement du modèle théorique en prenant en compte les limites à la mobilité des facteurs de production, tout particulièrement la terre et le travail, dans le cas de l'agriculture américaine, ce qui permettait d'expliquer des spécificités de la fonction d'offre et ses conséquences pour une tendance chronique à la surproduction pendant plusieurs décennies ; 2) la reconnaissance empirique de multiples stratégies de gestion s'écartant de la simple recherche du revenu

maximum à court terme, stratégies tout à fait rationnelles par ailleurs. Et ces stratégies expliquent des comportements d'agriculteurs non conformes à ce que suggérerait un modèle théorique trop simpliste.

Mes premiers travaux sur l'offre agricole en France s'inscrivaient directement dans cette perspective théorique. Lors de mes travaux avec Boussard sur l'adoption de l'irrigation en Provence, nous avons mis en évidence le rôle du risque dans le comportement prudent des agriculteurs face à ce qui était pour eux une innovation. A nos yeux, il ne s'agissait pas d'une remise en cause fondamentale du cadre théorique classique mais d'un élargissement, déjà proposé par d'autres auteurs d'ailleurs. Ensuite, le travail avec les agronomes et les zootechniciens sur le progrès fourrager et sur l'ensemble des décisions des agriculteurs de la région de Rambervillers m'a amené à proposer un nouvel élargissement. J'ai alors parlé de la « théorie du comportement adaptatif » des agriculteurs. Pour résumer brièvement, les actions d'un agriculteur s'inscrivent dans un « projet » qui s'adapte aux changements dans sa situation, qui elle-même change sous l'effet de forces externes et des actions de l'agriculteur. Mes dettes intellectuelles dans cette élaboration théorique sont multiples. J'ai été influencé par de grands auteurs comme Herbert Simon (rationalité limitée) et Jean Piaget (notion d'adaptation et de construction des représentations) que j'ai beaucoup lus à ce moment-là. De nombreuses conversations avec des collègues ont aussi nourri mes réflexions, notamment avec Richard Day (économie

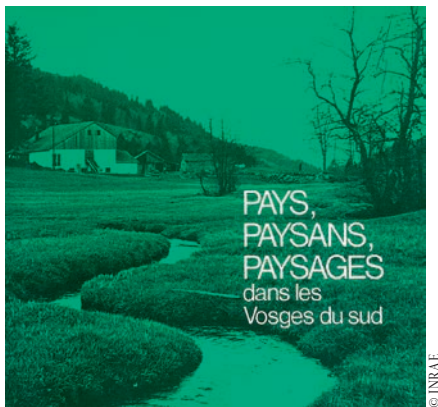
adaptative) et Ulf Renborg (« steering change »). Mais je dois signaler ici le rôle crucial de J. Brossier, au début collègue « junior », devenu un vrai partenaire grâce à sa grande curiosité intellectuelle, l'ayant amené à prendre de nombreux contacts et à participer à diverses opérations de recherches-actions ou recherches participatives avec des agriculteurs et avec d'autres acteurs économiques.

Rétrospectivement, J. Brossier, Eduardo Chia, qui nous avait rejoint un peu plus tard et qui avait fait une thèse très intéressante sur les pratiques de gestion de leur trésorerie par les agriculteurs, et moi avons été déçus du peu de succès de notre théorie du comportement adaptatif. Dans la version la plus élaborée j'avais pourtant incorporé les apports de la théorie du capital humain de Théodore Schultz et de la nouvelle économie des ménages (« new household economics ») de Gary Becker dans mon modèle théorique et je pense qu'il reste encore pertinent aujourd'hui. D'ailleurs, nous avons tous les trois écrit un chapitre soulignant cette pertinence dans un ouvrage publié à l'occasion de l'année de l'agriculture familiale en 2014. Et il est réconfortant de voir que ce chapitre est assez régulièrement cité dans la littérature depuis sa publication. Mais en fin de compte, ce succès limité reflète probablement la perte d'intérêt des économistes agricoles pour l'analyse microéconomique de la production. Les chercheurs qui continuent de s'intéresser à l'exploitation agricole le font dans des approches pluridisciplinaires : à l'INRA ils sont dans le département SAD et non dans le département SAE2.

À gauche : Jacques Brossier, Michel Petit, Camille Raichon, Pierre-Louis Osty (de gauche à droite) à Vienne (Autriche), aux pieds de la célèbre statue de Goethe, lors d'une étape d'un voyage d'études dans les Alpes autrichiennes.

À droite : voyage d'études en Autriche, 1978 : Michel Petit, Jean-Pierre Deffontaines et Camille Raichon (de dos en train de photographier).

Couverture de la première édition, en 1977 de *Pays, Paysans, Paysages*.



© INRAE

Réédition avec une nouvelle couverture en 1995 de *Pays Paysans Paysages*.



© INRAE

**VOUS ÊTES PASSÉS ENSUITE
À UN AUTRE NIVEAU D'ÉTUDE,
CELUI DU PAYSAGE ET DU TERROIR.
PAR QUEL CHEMINEMENT Y AVEZ-VOUS
ÉTÉ AMENÉ ?**

L'impulsion est venue de J.-P. Deffontaines qui, en tant que géographe, se sentait un peu à l'étroit dans le seul cadre de l'exploitation agricole. L'occasion a été fournie par un financement de la DGRST qui a initié dans les années 70 tout un programme de recherches pluridisciplinaires sur les problèmes de lutte biologique, de gestion des ressources naturelles, d'environnement et de cadre de vie, orchestré par une série de comités scientifiques dans lesquels Deffontaines jouait un rôle actif. Notre équipe pluridisciplinaire a travaillé dans les Vosges du sud à partir de 1975 et mis l'accent sur le rôle crucial

des pratiques agricoles dans l'évolution des paysages, d'où le titre de notre publication en 1977 : « Pays, Paysans, Paysages dans les Vosges du sud »². Grâce à Deffontaines, nous avons mis en exergue l'intérêt du terroir, un concept emprunté à la géographie que nous avons d'abord défini comme « des ensembles physiologiques, au plus de quelques centaines d'hectares, dans lesquels les marques de l'activité agricoles présentent des aspects particuliers » et qui se sont révélés être des espaces d'interactions cruciales pour l'accès au foncier entre les exploitations qui y sont situées, interactions déterminantes pour l'évolution de l'activité agricole. En quelque sorte, nous sommes passés de l'analyse des systèmes d'exploitation (titre d'un célèbre article de P.-L. Osty) aux systèmes agraires (composante du titre du futur département de l'INRA (Systèmes agraires et développement (SAD).

Ce changement d'échelle a été important car il a permis de renouveler assez largement l'éclairage des politiques publiques dans les domaines de l'aménagement et du développement. Dans les recherches ultérieures sur le même terrain, nous avons pu mettre l'accent sur l'importance de l'évolution des espaces fourragers. Retournant sur le même terrain trente ans plus tard, nous avons pu vérifier la robustesse de nos analyses antérieures : en effet le système agraire avait certes beaucoup changé mais les évolutions observées étaient tout à fait cohérentes avec les interprétations et hypothèses que nous avions formulées antérieurement. Néanmoins, je ne suis pas totalement satisfait aujourd'hui. Il me semble en effet que

² *Pays, paysans, paysages dans les Vosges du Sud. Les pratiques agricoles et la transformation de l'espace.* Paris, INRA-ENSAE, 1977, 192 p.

nous n'avons pas exploité la portée scientifique de nos résultats autant qu'il aurait été possible.

Curieusement peut-être, je ressens un peu la même insatisfaction suite à nos travaux au Népal, dans un univers et des conditions assurément très différentes de ceux des Vosges. En effet, il se trouve qu'avec la même équipe nous avons travaillé au Népal quelques années plus tard. Le choix du terrain s'est fait un peu par hasard, et je vais l'expliquer, mais ce qui nous intéressait surtout dans cette situation lointaine, c'était l'opportunité de mettre à l'épreuve nos hypothèses et nos approches de l'exploitation agricole et des systèmes agraires. De 1975 à 1977, j'ai travaillé en Inde pour la Fondation Ford dans le cadre d'activités que je décrirai plus tard. Corneille Jest, ethnologue du CNRS que j'avais connu dans la Recherche coopérative sur programme (RCP) Aubrac pour laquelle il avait mobilisé mes collègues zootechniciens Bertrand Vissac et Béranger, et qui était responsable d'un gros programme de recherches du CNRS au Népal, passait régulièrement par Delhi. Il venait souvent me rendre visite. Peu de temps avant il avait mobilisé mes collègues Teissier et Bonnemaire pour comprendre les systèmes d'élevage très complexes, mêlant buffles, yaks et bovins, dans la zone des collines pré-himalayennes et des plateaux tibétains. Et il était très désireux d'adjoindre une équipe d'agronomes au groupe de recherches (GRECO Himalaya-Karakorum) qu'il dirigeait.

Outre l'intérêt scientifique, nous y avons vu l'opportunité de travailler directement pour le développement d'un pays très pauvre. Peu après mon retour à Dijon, nous avons pu bénéficier d'un financement de la DGRST³ et nous avons lancé un programme de recherches qui a duré près de cinq ans. D'emblée, nous avons choisi un rapport au terrain inspiré des méthodes et des pratiques de nos collègues ethnologues : une présence continue de jeunes chercheurs (élèves-ingénieurs d'agronomie effectuant leurs stages de fin d'études

³ Délégation générale à la recherche scientifique et technique.



Bandeau publicitaire pour la réédition, en 1995, de *Pays Paysans Paysages*.

© INRAE

et doctorants) en un même lieu, à savoir le village de Salmé dans le district de Nuwakot, ce district ayant été choisi sur la suggestion du directeur du département d'agriculture du Népal parce qu'il était, avec le district voisin de Rasuwa, le site d'un projet de développement intégré financé par la Banque Mondiale. Comme indiqué plus loin, les rapports avec ce projet de développement ont été très décevants en fin de compte.

Au total, tous les agronomes ayant participé à ce programme ont été très heureux de vivre cette expérience très riche malgré des conditions matérielles particulièrement rudes. Nous avons eu la grande satisfaction de montrer que nos approches étaient pertinentes et le résultat principal que nous avons pu obtenir, grâce à une multitude d'observations et d'études très fines, nous est apparu très robuste : les systèmes de production et les systèmes agraires sont très divers et changent très rapidement dans cette zone de collines. La principale cause de ces évolutions est la croissance démographique. La vision statique communément admise de l'agriculture traditionnelle, n'adoptant pas ou très peu les innovations techniques de la révolution verte, qui pourtant se répandait beaucoup en Asie du sud à la même période, est totalement erronée et même dangereuse.

Mais notre impact sur le terrain a été beaucoup moins fort que nous l'avions espéré. Ces limites sont en partie liées aux contraintes mêmes du sous-développement qui limitent l'action possible des décideurs même si « l'on sait ce qu'il faudrait faire ». Plus grave encore, un conflit entre les agronomes comme nous et des collègues de disciplines plus fondamentales attachés au CNRS, particulièrement les ethnologues se méfiant beaucoup de toute tentative de développement, a fait échouer dès son démarrage un projet de recherche-développement que nous avions élaboré après plusieurs années de présence sur le terrain et pour lequel nous avions trouvé un financement !

Rétrospectivement, malgré la richesse de l'expérience que j'ai vécue et la satisfaction de voir que nos approches étaient tout à fait pertinentes, je garde deux regrets forts. Nous n'avons pas su diffuser nos résultats qui auraient justifié



© INRAE

au minimum un article solide dans une revue en anglais de haut niveau s'intéressant aux problèmes de développement. Et nous n'avons pas tiré les leçons de notre incapacité à nouer des relations fructueuses avec le projet de développement intégré financé par la Banque Mondiale et, plus généralement, avec les instances locales de développement. Je pense aujourd'hui que la principale difficulté en la matière est liée aux limites des possibilités d'action de ces instances de développement. Elles ne peuvent tout simplement pas prendre en compte la diversité et la complexité des situations des acteurs de terrain que nous avons mises en évidence.

EST-CE CE CHEMINEMENT SCIENTIFIQUE, CET INTÉRÊT POUR LA PLURIDISCIPLINARITÉ ET POUR LA QUESTION DE LA DIFFUSION DES TECHNIQUES QUI VOUS INCITENT À PARTICIPER EN 1979 À LA CRÉATION DU DÉPARTEMENT SAD ?

La question s'est à peine posée tant l'évolution nous paraissait naturelle. Nos collègues de Versailles, tout particulièrement Deffontaines et Osty, ont été impliqués étroitement dans les discussions préparatoires, notamment dans la commission Bouchet. Ils nous tenaient au courant et je ne pense pas qu'ils aient jamais envisagé de se séparer de nous, leurs collègues dijonnais économistes et zootechniciens. Et nous étions alors engagés ensemble dans les terrains des Vosges et du Népal, dont

je viens de parler. Personnellement, je me sentais toujours économiste et je suis d'ailleurs resté « double appartenant » (enseignant rattaché à la fois au SAD et à l'ESR) malgré Jean Cranney, chef du département ESR à partir de 1983, qui était farouchement opposé à cette situation. Mais il n'a pas osé le ridicule de m'exclure alors que je présidais l'association internationale des économistes agricoles, une instance où il était totalement inconnu.

Ceci dit, l'expérience ultérieure a montré, me semble-t-il, que la vie d'un économiste au SAD n'était pas simple. En ce qui me concerne, j'avais des rapports cordiaux avec tous les leaders du nouveau département (Vissac, Deffontaines et Sebillotte en particulier) mais nos projets intellectuels n'étaient pas les mêmes. Les rapports avec Deffontaines étaient très sains car nous étions complémentaires et nous le savions l'un et l'autre. Notre collaboration a tout de même duré une vingtaine d'années et nous avons apprécié notre retour dans les Vosges « trente ans après ». Avec M. Sebillotte, c'était plus compliqué car nous convergions sur le même objet - la conduite de son exploitation par un agriculteur - à partir de deux démarches scientifiques distinctes, lui par l'agronomie et moi par l'économie. Nous nous respections mutuellement mais je lui en voulais souvent de ne pas assez « renvoyer l'ascenseur » dans ses citations. Avec Vissac, les rapports intellectuels étaient

Au Népal, entre 1975 et 1976 : Pascal Bergeret (au centre), Jean-Pierre Deffontaines et un porteur-interprète népalais, près du village de Salmé (district de Nuwakot) dans le cadre d'une recherche pluridisciplinaire du GRECO Himalaya-Harakorum.

Août 1983, voyage d'études de la « BAF », groupe informel franco-italo-suisse, dans le Trentin (Italie) et en Suisse.

Michel Petit avec Jean Vallat (Professeur à l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne) et Claude Duverney (chanoine du Grand Saint-Bernard, enseignant à l'école d'agriculture d'Aoste (Italie).



De dos Michel Petit entouré, à gauche de Francesco Lechi, Professeur à l'Université de Milan, et à droite, Mauricio Merlo, Professeur à l'Université de Padoue.



© INRAE

très difficiles. Fondamentalement, je crois qu'il ne comprenait pas et n'aimait pas l'économie.

Cette question m'amène à réfléchir à mes rapports avec le SAD après mon retour en France en 1998, c'est-à-dire quinze ans après l'avoir quitté de fait lorsque j'ai entrepris des recherches sur les politiques agricoles. En 1998, Bernard Hubert, qui était le chef du département et que je connaissais peu, m'a demandé de présider la Commission d'Orientation Stratégique qu'il avait initiée. Composée de quatre autres membres, tous étrangers, cette commission avait pour tâche de faire une évaluation critique des orientations stratégiques nouvelles proposées par le département sous son impulsion, en réponse aux violentes critiques auxquelles le SAD était soumis à l'intérieur de l'Institut. J'ai ensuite été membre du conseil scientifique du département et j'ai présidé la Commission Scientifique Spécialisée (CSS), qui évaluait les chercheurs et ingénieurs du département, pendant plusieurs années.

Au total, je suis heureux et fier d'avoir été associé à cette aventure du SAD pendant si longtemps. Le département a su dépasser ses défauts de jeunesse, notamment l'utilisation d'un vocabulaire pas toujours clair, l'abus de

publications en littérature grise et la tentation dans des approches systématiques de postuler des relations entre variables sans les analyser précisément. Et surtout ses travaux se sont révélés très souvent pertinents pour l'analyse et la résolution de problèmes sociétaux complexes requérant la mobilisation de partenaires multiples et divers. Il faut typiquement pour cela des analyses pluridisciplinaires et le SAD a développé une véritable expertise en la matière.

EN CE QUI VOUS CONCERNE, VOUS VOUS ÊTES CONCENTRÉ SUR L'ÉCONOMIE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION DE BIENS PRIMAIRES, EN GRANDE CULTURE NOTAMMENT, MAIS SANS INVESTIR BEAUCOUP LES AGRICULTURES QUI FONCTIONNENT EN SYSTÈME AVEC DES ACTEURS INDUSTRIELS, TOURISTIQUES, PATRIMONIAUX, TERRITORIAUX. COMMENT L'EXPLIQUEZ-VOUS ?

Je suis d'accord avec l'idée générale de cette remarque. Il s'agit bien d'une limite de ce que j'ai fait. Mais je voudrais la reformuler de façon plus précise. Tout d'abord, mon investissement sur la « grande culture » a été limité. Il n'a duré que quelques années. Au-delà des conclusions spécifiques que nous en avons tirées sur les perspectives limitées

de développement de la production de viande dans ces régions en France dans les années 70, je pense que notre apport principal a été de mettre en valeur l'importance du caractère familial de ces exploitations pour en comprendre la dynamique. Et je suis revenu sur le caractère familial des exploitations agricoles dans de nombreuses situations dans le monde tout au long de ma carrière. Par ailleurs, nos recherches sur les paysages dans les Vosges et, en particulier, sur le rôle crucial de l'évolution des espaces fourragers, ont bien mis en évidence l'articulation avec les enjeux touristiques, patrimoniaux et territoriaux. Néanmoins, il est vrai que je suis resté fondamentalement au niveau des agriculteurs et de la production agricole, en quelque sorte au niveau des « agrariens ». Pourtant, j'ai été très tôt convaincu de la pertinence des arguments de Louis Malassis, un collègue plus chevronné que moi, que j'ai encore peu cité mais dont j'ai été très proche. Il avait fondamentalement raison d'insister sur la nécessité de raisonner en termes d'économie agroalimentaire pour traiter de nombreux problèmes qui nous concernent. Ma seule excuse est que l'on ne peut pas traiter tous les problèmes en même temps et je suis convaincu que le niveau purement agricole reste pertinent, tout

particulièrement dans les pays en développement, à condition bien sûr de bien garder en tête les limites de ce point de vue.

AU MILIEU DES ANNÉES 1980, VOUS COMMENCEZ À TRAVAILLER SUR LA POLITIQUE AGRICOLE. QU'EST-CE QUI VOUS DÉCIDE À INFLÉCHIR RADICALEMENT VOTRE ORIENTATION SCIENTIFIQUE VERS LA MACROÉCONOMIE ?

Depuis plusieurs années, j'éprouvais beaucoup de frustrations face aux discours relatifs à la politique agricole. Je faisais des cours, sans avoir fait de recherche sur le sujet. Par ailleurs, j'avais participé à diverses réunions européennes organisées par des économistes critiquant la Politique agricole commune (PAC) au nom de la rationalité économique, mais n'ayant apparemment aucun impact sur cette politique commune. Enfin beaucoup des discours dans notre pays ne me paraissaient pas assez analytiques ; je les trouvais à la fois trop descriptifs et trop idéologiques. J'avais notamment pu me rendre compte à Dijon dans les nombreux jurys de recrutement auxquels je participais combien les élèves et les fonctionnaires en quête de promotion étaient inconsciemment imprégnés d'une idéologie dominante, faisant la part très belle, et sans jugement critique, aux idées « modernisatrices » véhiculées par le CNJA⁴ dans les années 1960 et 1970. Quant aux critiques de ce discours dominant, elles me paraissaient surtout inspirées par des différences idéologiques. Avant de choisir un parti, il me paraissait nécessaire de mieux comprendre les enjeux et la nature des choix réels auxquels les politiques publiques étaient confrontées. Par ailleurs, j'étais arrivé à un stade dans ma carrière où j'avais envie de faire autre chose. J'ai donc saisi l'opportunité d'une année sabbatique à Washington pour initier un nouveau programme de recherches sur l'économie politique des politiques agricoles. J'avais l'avantage d'être professeur, j'avais donc toute liberté de choisir mes thèmes de recherche et je n'avais plus besoin de passer un concours car j'avais

très jeune été promu Professeur de première classe (en 1968). J'ai choisi d'aller à Washington parce qu'il y a à un institut international de recherche sur les politiques agricoles (l'IFPRI) qui a été créé quelques années auparavant, notamment grâce à la Fondation Ford. Je connaissais bien l'institution parce que, quand je travaillais à la Fondation Ford en Inde, j'y avais été une fois ou deux, et je connaissais bien le directeur. Je suis donc allé à l'IFPRI avec l'idée de comparer l'histoire des politiques agricoles américaines et européennes pour mieux les comprendre. Les deux cas sont très différents. L'histoire et la géographie sont très différentes, les conditions de l'agriculture sont très différentes. Pourtant à ce moment-là, les problèmes de politique agricole sont très voisins. Ça porte sur le revenu des agriculteurs, sur les prix payés aux agriculteurs, sur les conséquences des disputes commerciales liées à l'intervention de la puissance publique, sur le coût budgétaire de l'intervention de la puissance publique, sur les critiques disant que la politique agricole bénéficie aux gros

agriculteurs mais pas aux petits. Toutes ces questions-là, toutes ces critiques sont les mêmes des deux côtés de l'Atlantique. Donc, comment se fait-il que deux réalités aussi différentes donnent lieu aux mêmes débats de politique agricole ? C'est mon point de départ.

Une année sabbatique me permettait en outre de faire l'investissement intellectuel requis pour une mise à jour théorique dans le domaine de la « nouvelle économie politique » qui se révélait, à mes yeux, tout à fait approprié pour mon propos. J'élaborais une approche originale que je crois encore féconde aujourd'hui, je l'expose d'ailleurs dans un numéro d'Economie rurale qui va paraître en 2020. A l'issue de mon année sabbatique, je rédigeais un rapport de recherches, publié ensuite par l'IFPRI, sur les déterminants des politiques agricoles en Europe et aux Etats-Unis. Je publiais aussi plusieurs articles dans diverses revues et engageais un programme de recherches à mon retour en France. Ce programme se matérialisa notamment par une recherche entreprise avec quelques collègues européens

15^{ème} Conférence internationale des économistes agricoles « The Futures of Agriculture. Technology, Policies and Adjustment », Sao-Paulo (Brésil), du 19 au 30 août 1973.



Michel Petit participe au groupe de discussion 4 « Economics of Agricultural Science and Technology » (au premier rang, premier en partant de la droite, à côté de l'Italien Giuseppe Barbero).



Louis Malassis participe au groupe 16 « Role of Multinational Firms in Agricultural Development Programs » (au dernier rang en partant de la gauche, avec sa moustache caractéristique).

Les deux photos ont été publiées en 1974, dans les Proceedings de la conférence, éditées par Oxford Agricultural Economics Institute for International Association of Agricultural Economists.

⁴ Centre national des jeunes agriculteurs.

sur le processus de décision qui conduisit à l'adoption des quotas laitiers par la Communauté Européenne en 1984. Publiée en 1987 par Elsevier⁵, cette recherche fait encore référence aujourd'hui.

La comparaison des situations américaine et européenne au milieu des années 1980 m'amena très naturellement à m'intéresser aux conflits entre ces deux puissances économiques à un moment où le cycle de l'Uruguay Round commençait au GATT. L'approche par l'analyse des politiques nationales (ou communautaire dans le cas de l'Europe) me paraissait plus pertinente que celle reposant exclusivement sur les concepts et méthodes de l'économie internationale stricte. J'ai écrit quelques articles et dirigé plusieurs travaux d'étudiants sur le sujet. J'ai participé pendant plusieurs mois à un groupe d'experts de haut niveau, venus d'Europe et des États Unis, formé à l'initiative de la Commission Européenne à la fin des années 1980 pour analyser la crise de la PAC face aux pressions internationales⁶. En relisant récemment le rapport que nous avons rédigé en 1988 et qui est encore sur le site web de la Commission, je me suis rendu compte qu'en fin de compte nous avons produit un diagnostic réaliste et robuste des contradictions auxquelles la Commission et, plus généralement, l'Union Européenne étaient confrontées et qui ont conduit quelques années plus tard à la réforme McSharry de 1991.

EN MÊME TEMPS QUE VOTRE PÔLE D'INTÉRÊT SCIENTIFIQUE CHANGE, VOTRE TRAJECTOIRE PROFESSIONNELLE PREND UNE DIMENSION INTERNATIONALE PRÉDOMINANTE ?

C'est dès mes études doctorales aux États-Unis que commence mon engagement international. Le PhD marque

⁵ Agricultural Policy Formation in the European Community: The Birth of Milk Quotas and CAP Reform, with M. de Benedictis, D. Britton, M. de Groot, W. Henrichsmeyer, F. Lechi, Development in Agricultural Economics, 4, Elsevier, Amsterdam, 1987, 165 p.

⁶ Koester U. and Petit M. et al., 1988. Disharmonies in EC and US Agricultural Policies: a summary of results and major conclusions. Commission of the European Communities, 72p.

mon entrée dans le réseau professionnel international des économistes agricoles. Et de fait, depuis mon retour en France, en 1964, j'ai toujours été impliqué dans des collaborations avec des collègues américains et européens. Dans les années 1970, j'ai fait partie du petit noyau d'économistes agricoles européens qui a créé la Revue Européenne d'Economie Agricole. Il y avait notamment Denis Britton (Angleterre), Jan de Veer (Pays Bas), Willem Henrichsmeyer (Allemagne), Ulf Renborg (Suède). P. Mainié avait été le premier français impliqué mais il m'a rapidement demandé de le remplacer à cause de sa maîtrise insuffisante de l'anglais. J.M. Boussard m'a remplacé au comité éditorial en 1975 lorsque je suis parti en Inde. Le même noyau élargi créa, en 1975, l'Association Européenne d'Economie Agricole (AEEA). J'en ai été élu Président en 1978 et j'ai présidé son Congrès à Belgrade en 1981. Je suis fier que sous ma présidence ait été lancée la série de séminaires européens patronnés par l'Association. Ces séminaires connurent un grand succès et le patronage de l'Association Européenne est encore très prisé aujourd'hui. Enfin en 1982 j'ai été élu Président désigné de l'Association Internationale des Economistes Agricoles. A ce titre, j'ai beaucoup participé à la préparation du Congrès de Malaga en 1985 et présidé le Congrès de Buenos Aires en 1988.

Dès mon arrivée à Dijon, j'avais rapidement été sollicité pour encadrer des thèses de troisième cycle d'étudiants venus d'Afrique. Ancien élève de René Dumont, je pense que tout agronome a vocation à s'intéresser aux problèmes agricoles de tous les pays, tout particulièrement ceux des pays les plus pauvres où l'agriculture joue un rôle économique primordial. En conséquence, j'ai tout de suite été intéressé quand la Fondation Ford m'a proposé en 1975 de venir diriger son programme agricole en Inde, au Népal et au Sri Lanka.

J'ai passé deux années passionnantes en Inde de 1975 à 1977. Animant le programme agricole de la Fondation en Inde au Népal et au Sri Lanka, j'ai beaucoup appris sur les conditions du développement agricole dans ce sous-continent et pu juger la pertinence de

nos travaux sur l'adoption du progrès technique dans une région où la révolution verte battait son plein mais affectait les différentes régions de façon très inégale. De retour en France, j'ai continué de collaborer avec la Fondation Ford, surtout en Algérie et en Tunisie. Et avant mon départ à la Banque Mondiale, je servais au conseil d'administration du CIAT (Centro Internacional de Agricultura Tropical) basé à Cali en Colombie. Plus tard, en 1987 j'ai présidé, à la demande de la Fondation Ford et du CRDI (Canada), l'évaluation externe du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES).

Le rôle des fondations philanthropiques américaines est mal compris en France, de nombreux intellectuels n'y voyant qu'un avatar du grand capitalisme. Mon expérience pendant deux ans à la fondation Ford à Delhi m'a convaincu au contraire qu'il s'agissait d'une institution dédiée à la recherche du bien public, tel que perçu par ses cadres et dirigeants bien sûr mais avec lequel je me sentais tout à fait à l'aise. J'ai donc eu l'impression de faire du travail très utile et d'être efficace, c'est à dire obtenant des résultats significatifs avec des moyens qui restaient modestes, le secret de cette efficacité reposant sur une grande intelligence collective des situations. Concrètement, nous étions engagés dans trois types d'activités. Le premier concernait le soutien à la recherche agronomique indienne, spécialement par le renforcement de ses liens avec les instituts de recherches internationaux (IRRI et CIMMYT⁷). Le deuxième cherchait à encourager l'innovation dans la gestion des ressources naturelles, tout particulièrement dans le domaine de l'irrigation. Le troisième, enfin, visait à soutenir des initiatives nouvelles de développement local dans les zones rurales. Cette expérience où il fallait prendre à bras le corps la réalité indienne si complexe a été pour moi très enrichissante à de nombreux égards : professionnel, culturel, personnel et familial.

⁷ IRRI : International Rice Research Institute, basé aux Philippines. CIMMYT : Centre Internacional de Mejoramiento de Maiz y Trigo, basé au Mexique.

EN 1988, VOUS ALLEZ À LA BANQUE MONDIALE ? COMMENT CELA S'EST-IL PASSÉ ET QUELLE Y A ÉTÉ VOTRE ACTION ?

En 1988, le hasard des circonstances a fait que j'ai été recruté par la Banque Mondiale pour diriger son département « Agriculture et Développement Rural ». Je pense que deux raisons expliquent que j'ai été choisi pour ce poste alors que je n'avais jamais collaboré avec cette institution prestigieuse : j'étais un économiste rural internationalement reconnu qui avait su établir un rapport scientifique avec des collègues marxistes et j'avais eu l'expérience de la Fondation Ford en Inde. Il m'a fallu d'abord découvrir cette grande et complexe institution que je ne connaissais pas du tout : ses instruments, sa gouvernance, son mode de fonctionnement. Il y aurait beaucoup à dire sur tous ces points mais je dois me limiter ici. Deux caractéristiques, souvent mal perçues, méritent d'être soulignées. La Banque Mondiale est une institution authentiquement multiculturelle. Plus de cent nationalités sont représentées dans un personnel dont le nombre au quartier général de Washington dépasse les 10000. Autrement dit, il y a de nombreux groupes nationaux conséquents. Et ceux-ci organisent de multiples activités sociales et culturelles ouvertes aux autres nationalités. Il en résulte un brassage permanent des cultures, ce qui contribue à une prise de conscience générale des limites de sa propre culture nationale. Néanmoins, la Banque étant basée à Washington, tous les membres de son personnel sont très influencés par le mode de vie américain dans leurs pratiques quotidiennes. Comme le gouvernement des Etats-Unis joue un rôle important dans la gouvernance, de nombreux étrangers pensent à tort que la Banque mondiale est une institution américaine.

En tant que directeur d'un département thématique, comprenant une centaine de personnes au total, mon rôle était celui d'un « senior manager », pour reprendre la terminologie interne. Le département avait trois missions principales : 1) formuler les lignes directrices de l'action de la Banque dans le domaine de l'agriculture et du développement rural en s'appuyant sur l'expérience acquise et l'ensemble des



© INRAE

connaissances disponibles dans le monde sur ce domaine ; 2) apporter un appui technique aux collègues des départements géographiques instruisant les prêts et gérant les opérations financées par la Banque dans les pays clients ; 3) servir d'interface avec les acteurs extérieurs impliqués dans ce domaine agricole et rural. Ces trois fonctions sont interdépendantes et amènent le directeur du département à être au cœur des débats sur les défis auxquels sont confrontées les agricultures du monde. A titre d'illustration, j'ai eu à gérer la formulation de la politique de la Banque dans le domaine de la gestion des ressources en eau. Il s'agit d'un sujet dépassant le cadre du seul secteur agricole et où les controverses sont nombreuses et particulièrement vives. Par exemple, faut-il faire payer l'eau à son coût et risquer alors d'en interdire l'accès aux plus pauvres ? Mais sinon, qui paiera les coûts ou comment financer les infrastructures et les équipements nécessaires pour assurer l'accès à la ressource ? Approfondir ces questions n'est pas possible ici. Je les mentionne seulement pour illustrer ce qu'ont été mes responsabilités. Je devais gérer le processus d'élaboration d'un consensus minimum -à l'intérieur de l'institution et impliquant des partenaires extérieurs nombreux et divers- pour produire un document qui soit approuvé par le conseil d'administration et qui puisse ensuite fournir des orientations claires aux collègues gérant les opérations de la Banque dans les

pays clients. Inutile de dire que cela a impliqué beaucoup de pressions diverses et de conflits. Au total cependant, j'ai beaucoup appris.

A CE STADE DE VOTRE CARRIÈRE, VOUS AVEZ TRAVAILLÉ À DES ÉCHELLES TRÈS DIFFÉRENTES. VOUS ÊTES DÉJÀ « POLITIQUE » QUAND VOUS TRAVAILLEZ À L'ÉCHELLE DE L'EXPLOITATION, ET VOUS DEMEUREZ BIEN PLUS « AGRONOME » QU'IL N'Y PARAÎT À LA BANQUE MONDIALE ?

J'aimerais réagir à deux niveaux, celui du cadre de référence intellectuelle et celui du domaine d'action. Comme je l'ai déjà dit, mon cadre de référence intellectuelle est celui de l'économie. Et, à mes yeux, la contribution principale de cette discipline est justement qu'elle prend en compte des niveaux d'analyse très différents -les niveaux micro- et macro-économique mais aussi une articulation entre espaces local, régional, national et global. Et elle fournit des clés d'interprétation pour raisonner les articulations entre ces différents niveaux. Donc, à mes yeux toute analyse au niveau de l'exploitation doit prendre en compte, explicitement ou non le contexte économique dans lequel vit cette exploitation. Et inversement, toute analyse à un niveau plus global, comme l'analyse des politiques agricoles, doit prendre en compte la diversité des situations individuelles, ce qui explique les limites très sérieuses de nombreuses analyses qui ne le font pas.

Vers 1993, Michel Petit préside une réunion du SPAAR (Special Program for African agricultural Research) alors qu'il est Directeur du département agriculture de la Banque Mondiale, à côté du co-président, le professeur Louk de la Rive Box (professeur à l'Université de Maastricht University), Directeur de l'ECDPM (European Center for Development Policies).

Les conséquences pour l'action de ces remarques sont immédiates, comme l'illustrent quelques exemples de débats auxquels j'ai été mêlé. Dans les Vosges, nous avons montré de façon indiscutable que les politiques d'aide à l'agriculture de montagne ne bénéficiaient pas du tout, ou très peu, dans les années 70 aux exploitations qui contribuaient le plus à l'entretien des paysages, tout simplement parce que les critères d'éligibilité aux indemnités spéciales montagne (ISM) les en excluaient et bénéficiaient surtout aux grandes exploitations situées dans les vallées. De la même façon, comme je l'ai dit à propos de notre travail au Népal, les institutions publiques chargées de promouvoir le développement agricole n'ont pas les instruments nécessaires pour prendre en compte la diversité des exploitations et des systèmes agraires dans les zones où ils travaillent. Il est important pour les responsables de ces institutions d'être conscients de ces limites. C'est pourquoi il a été important pour moi lorsque je travaillerai à la Banque Mondiale de rester « agronome », pour reprendre le libellé de votre question.

QUELS ENSEIGNEMENTS TIREZ-VOUS DE VOTRE PASSAGE À LA TÊTE DE CE DÉPARTEMENT « AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL » DE LA BANQUE MONDIALE ?

La principale leçon que je tire de mon expérience de six ans à la direction de ce département « Agriculture et Développement Rural » est la nécessité d'une grande humilité face aux immenses obstacles à surmonter si l'on veut promouvoir le développement de l'agriculture pour augmenter la production, protéger les ressources naturelles et assurer des revenus suffisants à de très nombreux agriculteurs, disposant souvent de surfaces exiguës. Nous avons collectivement pris conscience progressivement des limites de la Banque Mondiale qui pourtant demeure un acteur majeur et irremplaçable. Lorsqu'elle a été créée à l'issue de la deuxième guerre mondiale, on pensait que le principal obstacle au développement économique était la rareté des capitaux dans les pays pauvres ; il était donc logique de promouvoir le transfert du capital des pays riches où il était relativement abondant vers les pays pauvres où il était rare. C'est dans ce but qu'ont été créées les institutions

financières internationales. Les prêts aux pays clients constituent bien le principal instrument d'intervention de la Banque. Mais il est clair aujourd'hui que les lacunes et les dysfonctionnements des institutions de toute nature constituent un obstacle encore plus difficile à surmonter que le manque de capitaux. Et le renforcement des institutions se heurte à de multiples obstacles d'ordre économique, social, culturel, politique, etc.

Les difficultés de la gouvernance de la recherche agronomique internationale, les conflits et les controverses sur la gestion des ressources en eau et sur la conservation des forêts tropicales que j'ai eu à gérer, la paralysie des négociations multilatérales sur le commerce international que j'ai suivies de près, et la simple observation à distance des obstacles à surmonter pour engager dans l'ensemble du monde une lutte efficace contre le réchauffement climatique m'ont amené à réfléchir depuis plusieurs années aux difficultés de la gouvernance mondiale. La pandémie due au COVID 19 que nous vivons au moment où j'écris ces lignes rend cette question encore plus urgente tandis que toutes les institutions et procédures multilatérales sont remises en question. L'expérience montre, je crois, qu'il ne peut pas y avoir d'action concertée au niveau mondial sans un minimum de consensus. Pourtant la notion même de consensus est très critiquée par de nombreux intellectuels et ils ont de bonnes raisons de le faire. Je ne sais pas comment cette contradiction pourra être surmontée et cela m'inquiète.

DE 1994 À 1998, VOUS RESTEZ À LA BANQUE MONDIALE, MAIS VOUS CHANGEZ DE FONCTIONS ?

La politique de gestion des ressources humaines de la Banque comprend, à juste titre à mes yeux, une obligation de mobilité dans les postes de « senior managers ». Après six ans à la direction du département « Agriculture », il était temps de changer. J'aurais aimé faire l'expérience des départements géographiques⁸ mais je n'étais pas

⁸ Il s'agit des départements qui traitent avec les pays clients. Pour de simples raisons pratiques, ces départements sont organisés sur une base géographique alors que les départements « thématiques », comme celui d'Agriculture, ont une vocation mondiale.

vraiment préparé pour ce type de responsabilité.

De 1994 à 1998, je suis resté à la Banque Mondiale comme directeur du Groupe « Recherche et Vulgarisation agricoles ». Il se trouve que mon patron immédiat, Ismail Serageldin, qui était devenu président du Groupe Consultatif à la Recherche Agronomique Internationale (GCRAI), souhaitait renforcer l'action de la Banque dans le domaine de la recherche agronomique où un besoin de coordination entre les multiples acteurs impliqués (centres de recherches internationaux du GCRAI, systèmes nationaux de recherche des pays du sud, institutions de recherches des pays du nord travaillant dans le sud, bailleurs de fonds divers...) se faisait cruellement sentir. J'ai été chargé d'une mission spéciale pour cela, devant trouver des synergies entre les différents instruments de la Banque (prêts aux pays emprunteurs, subventions aux centres internationaux et capacité à organiser des consortia de bailleurs de fonds). J'ai pu constituer une petite équipe multi-bailleurs œuvrant pour ce que nous appelions un système global de recherche agronomique mondiale. Nous avons découvert que les obstacles à surmonter étaient considérables et nous n'avons pas vraiment réussi, sauf en quelques occasions, comme la création du Consortium Riz-Blé dans la plaine Indo-Gangétique où nous avons réussi à promouvoir une collaboration effective entre l'IRRI, le CIMMYT et les institutions nationales de recherche du Bangladesh, de l'Inde, du Népal et du Pakistan, ce qui n'était pas une mince affaire ! Je suis fier que ce consortium ait produit des résultats très intéressants et soit resté actif plus de vingt ans.

DANS LA DERNIÈRE PHASE DE VOTRE CARRIÈRE, VOUS REVENEZ DANS LES ORGANISMES FRANÇAIS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE. QU'EST-CE QUE VOTRE EXPÉRIENCE INTERNATIONALE VOUS PERMET D'Y APPORTER ?

De 1992 à 2000 j'ai été membre du Conseil Scientifique de l'ORSTOM, devenu ensuite IRD.

En 1998, j'ai été nommé au Conseil Scientifique de l'INRA. Et comme déjà indiqué, j'ai été étroitement associé au

SAD pendant plusieurs années. J'ai aussi participé à plusieurs opérations de prospective de l'INRA. Et, à Montpellier depuis vingt ans, j'ai eu beaucoup de contacts avec les collègues du CIRAD et avec Agropolis. J'ai donc eu l'opportunité de voir fonctionner les institutions de recherche françaises. Et j'en suis d'ailleurs très heureux car cela a nourri ma vie professionnelle, me gardant actif (à temps partiel bien sûr) jusqu'à maintenant, autrement dit jusqu'à un âge avancé (j'ai 83 ans au moment où j'écris ces lignes). Pour revenir à votre question sur les leçons que je tire de mon expérience internationale, deux réflexions sur l'INRA me viennent à l'esprit : l'une porte sur son caractère national, l'autre sur la façon dont il gère les dangers de ce que j'appelle la dérive académique.

Il y a peu de pays dans le monde où une institution nationale de recherche agronomique domine le paysage autant que l'INRA en France : On peut penser à l'EMBRAPA au Brésil ou l'ICAR en Inde. Mais cela est rarement le cas dans les pays développés, même dans ceux comme l'Italie et l'Espagne où il y a des instituts nationaux ou comme aux Pays Bas où une institution (Wageningen UR) occupe une position dominante. Cela peut présenter des dangers pour le choix des grandes orientations de recherche : le risque de grandes erreurs stratégiques est probablement plus élevé qu'ailleurs mais je n'ai pas d'exemple flagrant à citer sauf peut-être la gestion caporaliste du virage post marxiste des recherches en économie à l'INRA dans les années 70 et 80. Il y a aussi probablement des avantages. Par exemple, le fait que dans l'ensemble du bassin méditerranéen la recherche agronomique française occupe une place largement dominante est probablement liée à l'existence de l'INRA. Les conséquences pour les débats publics dans notre pays de la position dominante de l'INRA sont plus problématiques à mes yeux. L'institut a en quelque sorte le monopole de l'expertise collective, comme cela est apparu manifeste lors de la campagne du ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, en faveur de l'agro-écologie il y a quelques années, par exemple. Il a massivement mobilisé l'INRA, ce qui paraît tout à fait justifié, mais cela réduit la distance critique que

toute institution de recherche doit avoir vis-à-vis de toute action, aussi justifiée soit-elle.

La dérive académique est une menace pour toutes les institutions de recherche agronomique dans le monde. J'entends par là le risque que les chercheurs ne s'adressent qu'à leurs pairs sans aucun souci de la pertinence sociétale de leurs travaux. Ils y sont incités par les exigences de publication dans des revues à comité de lecture et fort facteur d'impact en vue de leurs promotions. Cette attitude est peut-être acceptable pour la recherche fondamentale pas pour la recherche finalisée. Que penserait-on d'une recherche médicale qui ne se soucierait pas des malades? A mon retour de Washington en 1999, ma participation au Conseil Scientifique de l'INRA m'a rapidement convaincu que ce risque de dérive académique était très élevé dans cet institut et touchait de nombreuses disciplines, en particulier et à mon grand regret, mes collègues économistes. La comparaison avec les universités agronomiques américaines, où les mêmes pressions pour publier s'exerçaient, m'a paru intéressante. Ces universités avaient créé des mécanismes institutionnels pour gérer ce problème. C'est ce qui expliquait par exemple le développement très rapide des chaires dotées de moyens spécifiques (« endowed chairs ») pour conduire des recherches très finalisées et confiées à des professeurs renommés, capables de satisfaire la demande sociale tout en continuant à publier eux-mêmes et à diriger des équipes performantes en termes de publications. Il me semble aujourd'hui que, grâce au développement des expertises collectives, l'INRA a trouvé un autre moyen de pallier significativement la dérive académique.

Depuis mon retour de Washington, mes activités d'enseignant ont été très influencées par mon expérience internationale. J'ai été d'abord convaincu par Paul Vialle de me faire affecter à l'Institut National Agronomique Paris-Grignon après que j'aie pris ma retraite de la Banque Mondiale en 1998. Il s'agissait de mettre en place un enseignement d'économie publique, domaine paradoxalement absent du cursus des élèves dans cet établissement phare de notre enseignement supérieur

agronomique. Il a fait créer un autre poste de Professeur sur le même thème et nous avons pu recruter sur ce poste Jean-Christophe Bureau, qui était alors chargé de recherche INRA à Grignon. Mais mon insertion n'a pas été très facile. P. Vialle était parti à l'INRA lorsque je suis arrivé rue Claude Bernard. Certains collègues ont vu à juste titre dans mon intention, affichée ouvertement, une critique implicite de ce qu'ils faisaient. En outre, dans la concurrence qui existe de fait entre les équipes enseignantes et entre les enseignants, qui cherchent à attirer les élèves vers leurs cours optionnels de première et deuxième année et vers leurs spécialisations de troisième année, l'arrivée d'un nouveau venu est toujours une menace. Mon passé à la Banque Mondiale, institution prestigieuse qui suscite en même temps beaucoup de préventions, ne facilitait pas les choses. J'ai donc suivi les conseils de nombreux collègues et adopté des objectifs modestes. Je savais que j'atteindrai rapidement la limite d'âge de mon corps. J'ai donc choisi de donner la priorité aux objectifs à long terme, c'est à dire de contribuer à l'instauration de conditions institutionnelles qui assureront que la « voix » des économistes sera durablement entendue et prise en compte dans l'institution. Il me semble que J.C. Bureau a pu prendre le relai.

J'ai trouvé des conditions plus favorables à Montpellier, tout d'abord avec l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM). J'y suis associé depuis 1999. Cette institution de coopération dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur agronomique joue un rôle très utile dans le bassin méditerranéen malgré des moyens très modestes. Je la connaissais depuis longtemps et j'ai été heureux de nouer une relation régulière avec elle depuis mon retour de la Banque Mondiale. Je me suis rendu compte que les problèmes liés à l'agriculture auxquels sont confrontés les pays du sud et de l'est de la Méditerranée sont particulièrement difficiles tandis que les débats sur les politiques publiques y sont très pauvres. Ceci apparaît clairement lorsque l'on discute avec nos étudiants venus de ces pays. Je pense que la recherche et l'enseignement

Août 2004, retour dans les Vosges, préparation de la publication « Pays, Paysans, Paysages, trente ans après » : de gauche à droite, André Brun, Jean-Pierre Deffontaines, Michel Petit, Jacques Brossier, Marc Roux, Pierre-Louis Osty.

supérieur agronomique, tout particulièrement en économie, peuvent beaucoup contribuer à l'amélioration des débats publics et, par-là, à l'élaboration de politiques plus pertinentes.

Mes enseignements à l'IAMM depuis vingt ans ont porté sur la théorie économique comme clé d'interprétation des débats relatifs aux débats, qui existent partout dans le monde, sur les rôles respectifs du marché et des politiques publiques ; sur les politiques agricoles ; et sur les négociations commerciales internationales. J'ai aussi donné régulièrement, pendant près de vingt ans, des cours aux étudiants de la filière doctorale en économie agricole mise en place par AgroSup Montpellier et la Faculté d'Economie. Ces cours ont principalement porté sur les négociations commerciales internationales.

AVEZ-VOUS AUSSI REPRIS DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE APRÈS VOTRE RETOUR DE WASHINGTON EN 1999 ?

Oui et non ! Cette réponse ambiguë mérite une explication. Elle renvoie à une question sur ce que l'on entend exactement par activité de recherche et sur les changements au cours du temps dans les pratiques professionnelles d'un enseignant-chercheur. Lorsque je suis arrivé à l'INAPG en 1999, j'ai été très actif dans la création avec J.C. Bureau et ses collègues de Grignon de l'UMR d'Economie Publique. J'avais convaincu plusieurs collègues chevronnés, ayant une longue expérience internationale, comme Pierre Spitz, par exemple, de se joindre à nous. Il avait notamment

dirigé le service d'évaluation du FIDA et il était très engagé dans le mouvement international qui a abouti à la reconnaissance, à la FAO, du droit à l'alimentation comme droit universel. Ayant commencé sa carrière à l'INRA, il a été réintégré dans l'institut à la fin de son détachement international et affecté, à sa demande, à notre nouvelle UMR. Mon projet consistait à promouvoir des synergies entre jeunes chercheurs au fait des méthodes modernes de la recherche et collègues riches d'une grande expérience internationale intéressés par le travail intellectuel mais ayant « décroché » des pratiques de recherche et mal préparés à la course aux publications. Au bout de quelques années, je me suis rendu compte que j'avais totalement échoué à convaincre mes jeunes collègues chercheurs. Mon projet était tout simplement utopique, trop éloigné des pratiques modernes de la recherche.

À l'IAMM, la situation était différente. J'y ai été positionné en tant que conseiller senior. J'ai participé activement à plusieurs projets de recherche relativement importants dans lesquels je n'étais pas en position de responsabilité mais en soutien à un collègue responsable de la coordination du projet. Rétrospectivement, un tel positionnement me paraît approprié pour quelqu'un ayant dépassé l'âge de la retraite.

Par ailleurs, depuis mon retour en France en 1999, j'ai repris mes analyses en termes d'économie politique. C'est ainsi que j'ai publié récemment deux articles sur la difficile réforme actuelle

de la PAC en utilisant le même cadre d'analyse que précédemment. Ces articles, publiés dans des revues à comité de lecture, ne sont pas le résultat d'activités de recherche au sens strict du terme. Je me suis appuyé principalement sur le suivi de l'actualité et sur des revues de littérature. Mais au cours des vingt dernières années, ce sont surtout les négociations commerciales internationales que j'ai suivies et commentées, en particulier les négociations multilatérales du Doha round dans le cadre de l'OMC et les négociations bilatérales Euro-Méditerranéennes. J'ai eu pour cela la chance de participer pendant une quinzaine d'années à l'International Food and Agricultural Policy Council (IPC). Il s'agissait d'un groupe rassemblant des chefs de très grosses entreprises agroalimentaires -telles que Nestlé, Unilever ou Monsanto, par exemple- d'anciens négociateurs au GATT et quelques universitaires. Le but était de suivre le déroulement des négociations et de proposer éventuellement des compromis politiquement faisables allant généralement dans le sens d'une libéralisation des échanges. Manifestement, ce groupe n'a pas eu beaucoup d'influence sur le processus de négociation mais il a constitué pour moi un lieu d'observation privilégié par les contacts avec des acteurs économiques importants que je n'avais jamais rencontrés et surtout par l'identification des grandes forces économiques et politiques en jeu dans ces négociations, ensemble de forces qui ont conduit à la paralysie que l'on connaît et à la crise actuelle du multilatéralisme.

En outre, les recherches auxquelles j'ai participé à l'IAMM, le suivi de l'actualité en Méditerranée et le suivi de la littérature m'ont permis de publier régulièrement sur le processus Euro-Méditerranéen. La principale conclusion que j'en tire, et que j'ai largement diffusée, est que ce processus a été beaucoup trop largement focalisé sur la libéralisation des échanges commerciaux entre les deux rives de la mer commune. L'ambition affichée à la conférence de Barcelone en 1995 de créer une zone de libre-échange total à l'horizon de 2010 s'est révélé utopique. Et il y a de bonnes raisons de penser que cet objectif ne pourra pas être



atteint dans un avenir prévisible. La conséquence la plus grave de ce choix utopique est que de nombreux domaines de coopération, potentiellement beaucoup plus productifs, ont été négligés. C'est notamment le cas dans le domaine agronomique où notre expérience collective montre que l'on peut être très utile et que l'on pourrait faire beaucoup plus et beaucoup mieux.

VOUS AVEZ AUSSI PARTICIPÉ À PLUSIEURS EXERCICES DE PROSPECTIVE SUR L'AGRICULTURE DANS LE MONDE

En effet. Tout agronome doit être interpellé, me semble-t-il, par la question de savoir si le défi malthusien peut être surmonté et pour combien de temps : la croissance de la production agricole mondiale peut-elle suivre la croissance démographique ? On sait bien aujourd'hui que la formulation de cette question est beaucoup trop simpliste. La sécurité alimentaire des individus se joue d'abord au niveau des ménages et les questions d'accès à la nourriture sont cruciales. Mais cela ne veut pas dire que la question des disponibilités globales n'a pas d'importance. Au contraire, en cas de pénurie globale ce sont les plus démunis qui souffrent le plus. Pendant dix ans à la Banque Mondiale, j'ai dû batailler durement pour faire reconnaître ce point de vue alors que j'étais chargé de défendre le soutien à la recherche agronomique internationale. J'ai bien sûr continué de m'intéresser à ce débat et à y participer, modestement, au cours des vingt dernières années.

Ma réflexion sur ce thème a été enrichie par ma participation à trois exercices de prospective conduits notamment par l'INRA depuis 2006. Le premier était l'opération Agrimonde menée en collaboration avec le CIRAD. J'ai beaucoup apprécié la méthode combinant un travail quantitatif de projections et l'élaboration de scénarios impliquant un groupe d'experts, dont je faisais partie. Les deux autres ont été réalisées à la demande et en collaboration avec l'association Pluriagri, qui regroupe les organisations agricoles des grandes cultures. Ces deux opérations ont porté sur les perspectives pour la région méditerranéenne puis pour les agricultures européennes dans le monde. Dans les



© INRAE

trois cas l'horizon de la prospective est 2050. Le grand mérite de ces exercices est de focaliser l'attention sur les grands équilibres mondiaux d'offre et de demande et de raisonner sur des ordres de grandeur probables ou envisageables. Ils permettent de mieux cerner les facteurs d'incertitudes qui sont très grandes à cet horizon de trente ou quarante ans. Malgré ces incertitudes quelques conclusions robustes ressortent. C'est ainsi par exemple que l'on voit mal comment des régions entières du monde, l'Afrique du nord, le Moyen Orient et l'Afrique au sud du Sahara, pourraient assurer une alimentation suffisante à leurs populations, qui continuent d'augmenter rapidement, sans un recours accru aux importations. Une telle conclusion doit être prise en compte dans les débats sur la nécessité de « manger local ».

Ce résultat rejoint le thème de mon essai publié chez Quae en 2011 que j'avais intitulé « Pour une agriculture mondiale productive et durable ». Je craignais en effet, et je crains encore, que les critiques légitimes contre les excès du productivisme ne conduisent dans les pays occidentaux à oublier la nécessité d'accroître la productivité de l'agriculture dans les pays en développement. Cet impératif est particulièrement évident en Afrique au sud du Sahara, comme le démontrent les travaux de la Fondation FARM (Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde) depuis sa création en 2006. Je

suis fier d'avoir été associé à cette fondation dont j'ai présidé le conseil scientifique jusqu'en 2019. Il s'agit d'un véritable « Think tank », comme on dit aujourd'hui en français ! La qualité de ses travaux est reconnue. Elle peut sur ce point rivaliser avec les fondations philanthropiques américaines. Malheureusement, ses moyens sont très modestes.

Au total, il apparaît que mes choix cruciaux pour l'orientation de ma vie professionnelle ont souvent été le fruit de circonstances fortuites. Je pense que j'ai eu finalement beaucoup de chance de pouvoir aborder tous les thèmes qui, à mes yeux, doivent intéresser un agronome : depuis les décisions les plus élémentaires d'un agriculteur dans la conduite de son exploitation jusqu'aux grands débats planétaires impliquant l'agriculture, en passant par les politiques publiques au niveau national et les négociations commerciales internationales. Je me sens aussi privilégié d'avoir été confronté à des situations de l'agriculture très variées dans de nombreux pays du monde. Je suis donc heureux d'être devenu successivement un agronome, un chercheur, un économiste, un professeur, un fonctionnaire international et de terminer ma vie comme un citoyen du monde, qui reste cependant préoccupé par toutes les menaces qui pèsent sur notre avenir.

Août 2004, dans les Vosges : de gauche à droite, Pierre-Louis Osty, Jacques Brossier (cachant Michel Petit), André Brun, un agriculteur, Jean-Pierre Deffontaines.